



ACCESSIONS À L'OMC

RAPPORT ANNUEL 2023 DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE*

Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

* Sauf indication contraire, le présent rapport annuel tient compte des faits nouveaux relatifs aux accessions intervenus entre le 1^{er} janvier 2023 et le 29 février 2024.

TABLE DES MATIÈRES

I. APERÇU GÉNÉRAL DE 2023 ET PERSPECTIVES POUR 2024.....	3
- Aperçu général des activités en 2023 (jusqu'à la treizième Conférence ministérielle de l'OMC).....	3
- Perspectives pour 2024.....	4
II. FAITS NOUVEAUX INTERVENUS EN 2023 (JUSQU'À LA CM13).....	7
1. GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION: VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	7
2. PRÉSIDENTS DES GROUPES DE TRAVAIL	8
3. TRANSPARENCE DU PROCESSUS D'ACCESSION	9
4. ASSISTANCE TECHNIQUE ET ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION	10
III. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DANS LES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION	15
1. PRIORITÉ STRATÉGIQUE	15
2. EN COURS.....	16
3. RÉACTIVÉ	16
4. ACTIF	17
5. INACTIF.....	17
IV. L'APRÈS-ACCESSION.....	20
V. RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX DES MEMBRES RELEVANT DE L'ARTICLE XII	20
VI. PROGRAMME "LE COMMERCE AU SERVICE DE LA PAIX"	25
1. PILIER 1: ENGAGEMENT POLITIQUE ET PARTENARIATS INSTITUTIONNELS	25
2. PILIER 2: SENSIBILISATION ET DIALOGUE.....	25
3. PILIER 3: RECHERCHE	26
4. PILIER 4: FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS.....	27
ANNEXE 1 – INDICATEURS DES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LA DIVISION DES ACCESSIONS (2019-2023).....	28
ANNEXE 2 – PROFIL ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL DES GOUVERNEMENTS ACCÉDANTS ET DES MEMBRES RELEVANT DE L'ARTICLE XII	29
ANNEXE 3 – TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ACCESSIONS EN COURS	32
ANNEXE 4 – PRÉSIDENTS DES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION À L'OMC.....	33
ANNEXE 5 – ACCESSIONS NÉGOCIÉES AU TITRE DE L'ARTICLE XII	34
ANNEXE 6 – CALENDRIER DES ACCESSIONS ACHÉVÉES	36
ANNEXE 7 – DONNÉES SUR LES RÉSULTATS COMMERCIAUX	40
ANNEXE 8 – GESTION DES ACCESSIONS	42

I. APERÇU GÉNÉRAL DE 2023 ET PERSPECTIVES POUR 2024

- Aperçu général des activités en 2023 (jusqu'à la treizième Conférence ministérielle¹ de l'OMC)

1. Les accessions des Comores et du Timor-Leste ont été approuvées formellement à la treizième Conférence ministérielle de l'OMC (CM13) à Abou Dhabi. Dès que les Comores et le Timor-Leste accepteront leurs protocoles d'accession, le nombre de Membres de l'OMC passera à 166. C'est un moment important pour le système commercial multilatéral, car il s'agit de la première augmentation du nombre de Membres depuis 2016, soit l'intervalle le plus long de l'histoire de l'OMC. Ces accessions offrent la démonstration que, malgré le contexte mondial difficile, les gouvernements restent attirés par l'ordre multilatéral fondé sur des règles. Il s'agit aussi d'un résultat remarquable pour deux petits pays insulaires comptant parmi les pays les moins avancés (PMA). L'accession à l'OMC placera les Comores et le Timor-Leste sur la voie de la modernisation et de la transformation économiques, en complétant leurs efforts d'intégration régionale au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). C'est un signal encourageant pour les autres gouvernements dont les processus d'accession sont en cours ou sur le point de commencer. De plus, cela témoigne du fort engagement des Membres de l'OMC et des partenaires internationaux et du rôle moteur que l'assistance technique peut jouer dans la promotion de l'intégration du commerce.

2. Pendant la période considérée, le niveau élevé d'activités liées aux accessions a révélé l'intérêt pour ces questions à l'OMC. Comme toujours, les processus d'accession de PMA ont fait l'objet d'une attention prioritaire. Bien que les groupes de travail de l'accession des Comores et du Timor-Leste aient chacun tenu trois réunions formelles, les travaux se sont poursuivis de manière ininterrompue tout au long de l'année jusqu'à l'adoption des deux projets d'ensemble de textes relatifs à l'accession en janvier 2024. Ces efforts ont inclus des travaux approfondis sur l'accès aux marchés, les règles et la législation, ainsi que des discussions politiques ciblées, dans les pays concernés et avec les Membres. L'une des grandes leçons à retenir de ces deux accessions a été l'importance majeure d'un fort leadership politique. Le Président des Comores, Azali Assoumani, et le Président du Timor-Leste, José Ramos-Horta, se sont personnellement impliqués, notamment dans la finalisation en temps voulu des travaux au niveau national. J'aimerais également saluer le rôle spécial joué par les présidents des groupes de travail – l'Ambassadeur Omar Zniber (Maroc) pour les Comores, et l'Ambassadeur Rui Macieira (Portugal) pour le Timor-Leste, qui ont facilité et défendu les résultats livrables pour la CM13. Des progrès ont également été enregistrés au sujet d'autres accessions de PMA. Le Bhoutan et l'Éthiopie ont relancé avec succès leurs processus, après des années d'inactivité relative. Le Bhoutan a distribué des documents avant sa sortie de la catégorie des PMA en décembre 2023, après un intervalle de 15 ans. L'Éthiopie est aussi sur le point de distribuer des informations, après une pause plus courte, de quatre ans. Je note également avec satisfaction que la Somalie a réglé ses arriérés financiers à l'OMC en février 2024, ce qui permettra au groupe de travail de commencer l'examen du régime de commerce extérieur dans un futur proche.

3. D'un point de vue régional, l'Asie centrale et son voisinage immédiat ont été les plus actifs en 2023. L'Ouzbékistan a tenu deux réunions du groupe de travail, accélérant le rythme des négociations après une restructuration de l'équipe de négociation. L'Azerbaïdjan a repris ses échanges au sein du groupe de travail en juillet, après une pause de six ans. Le Turkménistan, qui a débuté son processus d'accession il y a tout juste deux ans, a sensiblement progressé dans la préparation de son aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, le document clé requis pour lancer les discussions avec les Membres. En Afrique, outre les progrès signalés sur les accessions de l'Éthiopie et de la Somalie, la Guinée équatoriale – le seul pays actuellement à mener ses négociations en espagnol – a distribué son aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, 15 ans après l'établissement du groupe de travail de son accession. Dans la région arabe, l'Iraq a été le dossier d'accession le plus actif. La distribution de toutes les contributions requises dans le cadre des négociations devrait être achevée d'ici à mars 2024, ce qui prépare le terrain pour la reprise du dialogue avec les Membres après 15 ans d'inactivité. La région arabe, qui est l'une des plus sous-représentées au sein de l'Organisation, a également fait l'objet d'une attention particulière à la douzième Table ronde de la Chine sur les accessions à l'OMC, tenue en marge de la CM13 et lors de laquelle les discussions ont conduit à l'élaboration d'un programme de travail pour soutenir les accessions des pays arabes. Dans les Caraïbes, les travaux ont progressé sur l'accession de

¹ La treizième Conférence ministérielle de l'OMC s'est tenue du 26 février au 2 mars 2024.

Curaçao – le seul processus d'accession d'un territoire douanier distinct parmi toutes les accessions en cours.

4. Le niveau accru d'activité a coïncidé avec la désignation de nouveaux présidents, qui ont apporté une nouvelle énergie aux divers processus d'accession. Pendant l'année considérée, 11 présidents ont été désignés pour les groupes de travail de l'accession de l'Azerbaïdjan, des Bahamas, du Bhoutan, de la Bosnie-Herzégovine, de Curaçao, de l'Éthiopie, de la Guinée équatoriale, de l'Iraq, de l'Ouzbékistan, de la Serbie et de la Somalie. Actuellement, sur les 14 postes de président de groupe de travail, 6 sont occupés par des femmes, soit la proportion la plus élevée jamais enregistrée. Dans l'ensemble, les présidents reflètent la diversité des Membres de l'OMC. Après leur désignation, les nouveaux présidents ont pris l'initiative de contacter les gouvernements accédants, y compris par des visites dans les capitales, ainsi que les Membres, dans le but de faciliter et de mobiliser le soutien nécessaire pour faire avancer les négociations.

5. L'année 2023 a également été marquée par un regain d'activité dans l'assistance technique liée aux accessions, le Secrétariat ayant été en mesure de dialoguer directement avec de nombreuses équipes de négociations en vue de l'accession dans les capitales et à Genève.² La Division des accessions a mené 14 missions dans 8 pays accédants pour offrir des ateliers et des séances techniques axés spécifiquement sur l'accession, tout en maintenant le mode de fourniture virtuel, avec l'aide d'experts dans des domaines précis d'autres divisions, pour compléter les activités en présentiel. Le cas du Turkménistan est un exemple en la matière: la préparation de l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur a été divisée en 5 tranches sur 12 mois, chaque tranche consistant en une formation virtuelle d'une semaine, assurée par des experts de l'OMC, et en une mission d'une semaine à Ashgabat pour terminer des sections spécifiques de l'aide-mémoire. De plus, un cours de formation d'une semaine sur les règles de l'OMC pertinentes pour les négociations en vue de l'accession s'est tenu à Genève, avec la participation de négociateurs de 11 gouvernements actifs dans les négociations en vue de l'accession. Des dialogues pour le partage de données d'expérience ont eu lieu dans la région Asie-Pacifique et dans la région arabe, avec le soutien des onzième et douzième Tables rondes de la Chine sur les accessions à l'OMC tenues respectivement en RDP lao et aux É.A.U. Dans l'ensemble, plus de 1 000 participants ont pris part à ces activités d'assistance technique et de sensibilisation.

6. S'agissant du programme "Le commerce au service de la paix", la finalisation des accessions des Comores et du Timor-Leste constitue une réalisation majeure pour cette initiative issue de la vision du Groupe g7+ des accessions à l'OMC, une association d'États fragiles et touchés par des conflits qui vise à utiliser le processus d'accession pour promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité. À la CM13, le groupe s'est réuni sous une forme élargie du g7+, au niveau ministériel, pour la première fois. Ces résultats sont le fruit d'une collaboration et de partenariats établis grâce au programme "Le commerce au service de la paix" du Secrétariat, qui vise à réunir les milieux du commerce, de la paix et du développement. Au niveau du programme, les travaux ont progressé en ce qui concerne: la première publication sur le commerce au service de la paix; les partenariats avec l'Université de Saint-Gall et le TradeLab International Economic Law Clinic de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève sur des projets de recherche (dans le cadre du pilier 3: recherche); et la deuxième année du cours interdisciplinaire de master sur le commerce au service de la paix, avec l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève (dans le cadre du pilier 4: formation et renforcement des capacités).

- Perspectives pour 2024

7. Après la CM13, nos travaux sur les accessions sont axés sur deux aspects: i) fournir un soutien après l'accession aux Comores et au Timor-Leste; et ii) faire progresser les 22 processus d'accession restants, conformément aux orientations données par les ministres. S'agissant de l'après-accession, le soutien du Secrétariat se concentrera sur la ratification dans les délais des protocoles d'accession respectifs³ et sur la préparation à la participation effective en qualité de Membre, en se fondant sur les bonnes pratiques relatives à la période de l'après-accession qui se dégagent des expériences

² Ceci a été également possible du fait de l'acquittement des arriérés de droits d'observateur par six gouvernements accédants pendant la période considérée.

³ Conformément au paragraphe 7 des protocoles respectifs, le délai pour l'acceptation est fixé au 31 août 2024 pour les Comores et au 30 août 2024 pour le Timor-Leste, sauf si le Conseil général décide d'une date ultérieure.

antérieures.⁴ J'espère que les Membres de l'OMC soutiendront le déploiement des stratégies relatives à la mise en œuvre après l'accession élaborées par les Comores et le Timor-Leste.⁵ Du côté du Secrétariat, la Division des accessions continuera de servir de point focal pour les deux PMA pendant la phase de transition de l'après-accession, en s'appuyant sur les connaissances, les compétences et les réseaux spécifiques à ces deux pays que la Division a développés au fil des ans.

8. S'agissant du programme de travail pour 2024, j'espère voir un fort regain d'intérêt et d'activité, suscité en partie par l'aboutissement de deux accessions. Le regain d'intérêt a déjà été manifesté à la CM13, où les gouvernements accédants ont été plus nombreux que jamais à être représentés, au niveau ministériel pour nombre d'entre eux. Les travaux préparatoires techniques entrepris par les gouvernements accédants en 2023 se traduiront par des discussions directes avec les Membres au niveau du groupe de travail, et ce, dans de nombreux cas, pour la première fois ou après une longue période d'inactivité. En termes de maturité technique, l'accession de la Bosnie-Herzégovine est l'un des dossiers les plus avancés, notamment à la suite de la récente adoption de la législation en suspens qui avait été demandée par le Groupe de travail. Au vu de ces éléments et d'autres faits nouveaux intervenus depuis la dernière réunion du Groupe de travail, en février 2018, j'aimerais encourager les Membres à évaluer la faisabilité de faire avancer ce processus d'accession, commencé il y a longtemps, vers une possible conclusion dans un futur proche.

9. En 2024, le Secrétariat continuera d'accorder une attention particulière à l'accession des PMA, y compris les PMA en voie de reclassement, notamment en ce qui concerne la fourniture d'une assistance technique et d'activités de renforcement des capacités. J'aimerais en particulier inviter les Membres à soutenir les efforts du Bhoutan, de l'Éthiopie et de la Somalie, qui sont à différentes étapes du processus d'accession. Le Bhoutan (la dernière accession restante dans la région Asie-Pacifique après l'achèvement du processus du Timor-Leste) et l'Éthiopie sont près de reprendre leurs activités au sein de leurs groupes de travail, tandis que la Somalie se prépare à la première réunion du groupe de travail de son accession. Je tiens également à noter que le Secrétariat est prêt à soutenir les autres trois processus d'accession de PMA restants – São Tomé-et-Principe, qui devrait sortir de la catégorie des PMA en décembre 2024, ainsi que le Soudan et le Soudan du Sud, qui sont tous deux classés comme États fragiles et touchés par des conflits – quand ces pays seront prêts à engager le dialogue en vue de l'accession.

10. D'un point de vue régional, je m'attends à ce que les dossiers d'accession d'Asie centrale restent particulièrement actifs dans la période à venir, l'Ouzbékistan ayant accéléré le rythme des négociations. L'accession de l'Azerbaïdjan devrait aussi passer à la vitesse supérieure, au vu des solides travaux préparatoires techniques réalisés au fil des années. Le Turkménistan devrait quant à lui présenter son aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur d'ici au milieu de l'année, afin d'engager le dialogue avec les Membres. Dans la région arabe, le Groupe de travail de l'accession de l'Iraq reprendra formellement ses travaux pour la première fois depuis 2008. En Afrique et dans les Caraïbes, tout se met en place pour les accessions de la Guinée équatoriale et de Curaçao, qui tiendront la première réunion de leur groupe de travail respectif. De plus, à la CM13, les ministres du Liban, de la Libye et de la Serbie ont fait savoir qu'ils étaient prêts à se réinvestir dans leur processus d'accession respectif, dès que les préparatifs au niveau national seraient achevés.

11. Je constate avec satisfaction ce regain d'intérêt de la part des gouvernements accédants, qui utilisent l'accession à l'OMC comme vecteur pour des réformes économiques nécessaires en vue d'améliorer les conditions de vie de leurs populations. Comme je l'ai dit à la CM13, les accessions sont toujours un indicateur de confiance dans l'OMC et le système commercial multilatéral fondé sur des règles. La différence, à l'heure actuelle, est que de grandes économies, comme l'Éthiopie, l'Iraq et l'Ouzbékistan, sont revenus à la table des négociations en vue de l'accession. Les Membres ont ainsi la possibilité de demander un accès aux marchés amélioré et d'examiner les questions d'intérêt systémique. J'aimerais encourager les Membres à participer de manière constructive et à consacrer le niveau nécessaire de ressources, à hauteur des efforts déployés par les gouvernements accédants, qui associent leur propre croissance et leur prospérité future aux valeurs essentielles de l'OMC que sont l'ouverture, la transparence, la bonne gouvernance et la primauté du droit. J'espère que nous n'aurons pas à attendre longtemps avant de pouvoir accueillir le prochain nouveau Membre de la famille OMC. Quant à moi, je ferai tout mon possible, compte tenu des contraintes budgétaires, pour

⁴ Voir "Accession à l'OMC: Meilleures pratiques concernant l'après-accession. Note du Secrétariat", document [WT/ACC/27](#).

⁵ Les projets de stratégies ont été présentés à la CM13. Les versions finales des stratégies seront publiées dans les semaines à venir.

orienter les ressources requises vers le soutien aux accessions. Plus concrètement, le Secrétariat intensifiera ses efforts de coordination avec les Membres et les institutions partenaires dans le cadre du Groupe de coordination sur l'assistance technique liée à l'accession, afin répondre aux besoins toujours plus importants et en constante évolution des gouvernements accédants, pour un engagement plus approfondi dans les négociations en vue de l'accession.

12. Sur le front du commerce au service de la paix, l'accent sera mis sur la finalisation de la première publication dans ce domaine, temporairement intitulée "Le commerce au service de la paix: une perspective intégrée du rôle joué par le commerce pour soutenir la paix et le développement économique". La nouvelle publication prévoit de mettre en avant les liens entre le commerce et la paix en passant en revue des données économiques et des études de cas, et plus spécifiquement, de mettre en lumière les facteurs sociopolitiques, de gouvernance et macroéconomiques qui peuvent soutenir le commerce et la politique commerciale pour contribuer à la paix de manière positive. La publication de l'ouvrage devrait intervenir dans le cadre d'une conférence de haut niveau sur le commerce au service de la paix, qui devrait être organisée durant le premier trimestre de l'année.

13. Pour conclure, j'attends avec intérêt de travailler en étroite collaboration avec les gouvernements accédants, les Membres, les présidents des groupes de travail et les partenaires de développement pour faire progresser les accessions à l'OMC en 2024.

Ngozi Okonjo-Iweala
Directrice générale de l'OMC

II. FAITS NOUVEAUX INTERVENUS EN 2023 (JUSQU'À LA CM13)

1. GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION: VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS

14. Au début de l'année 2023, 24 gouvernements étaient en voie d'accession à l'OMC.⁶ Ce nombre a baissé à 22 à la suite de l'achèvement du mandat des Groupes de travail de l'accession des Comores et du Timor-Leste en janvier 2024, qui a été suivi des décisions concernant les deux accessions à la CM13 le 26 février 2024.⁷

15. Au cours de l'année considérée, neuf réunions formelles de Groupes de travail ont eu lieu, pour quatre accessions. Il s'agissait des accessions de l'Azerbaïdjan (15^{ème} réunion le 6 juillet 2023), des Comores (8^{ème} réunion le 19 janvier 2023, 9^{ème} réunion le 5 octobre 2023 et 10^{ème} réunion le 9 janvier 2024), de l'Ouzbékistan (6^{ème} réunion le 14 mars 2023 et 7^{ème} réunion le 16 novembre 2023) et du Timor-Leste (5^{ème} réunion le 20 avril 2023, 6^{ème} réunion le 11 octobre 2023 et 7^{ème} réunion le 11 janvier 2024). De plus, deux réunions de vérification technique sur les projets de listes codifiées concernant les marchandises et les services ont été tenues pour les accession des Comores (le 4 mai 2023) et du Timor-Leste (le 17 novembre 2023).

16. Les progrès accomplis par les Groupes de travail de l'accession ont été consignés dans des documents, comme suit:

- Le résumé factuel des points soulevés a été révisé par le Secrétariat pour le Groupe de travail de l'accession de l'Ouzbékistan.⁸
- Les projets de rapport du Groupe de travail ont été révisés par le Secrétariat pour les accessions de l'Azerbaïdjan⁹, du Bhoutan¹⁰, des Comores (deux révisions)¹¹ et du Timor-Leste (trois révisions).¹²
- Deux projets d'ensemble de textes relatifs à l'accession ont été établis par le Secrétariat pour les Comores¹³ et le Timor-Leste.¹⁴ À la suite de l'adoption des ensembles de textes relatifs à l'accession, *ad referendum*, par les Groupes de travail lors de leurs réunions finales, ces ensembles de textes ont été distribués à l'ensemble des Membres.¹⁵
- Des rapports d'activité au Conseil général ont été publiés par les Présidents des Groupes de travail de l'accession des Comores¹⁶ et de l'accession du Timor-Leste.¹⁷

L'annexe 3 précise la situation des documents les plus récents pour l'ensemble des accessions en cours.

17. Au total, 135 documents d'accession ont été publiés sous les cotes [WT/ACC](#), [WT/ACC/SPEC](#) et [JOB/ACC](#) pour 8 Groupes de travail (Azerbaïdjan, Bhoutan, Comores, Curaçao, Éthiopie, Guinée équatoriale, Ouzbékistan et Timor-Leste).

⁶ Voir les profils économiques généraux des gouvernements accédants à l'annexe 2-1.

⁷ [WT/MIN\(24\)/31](#) et [WT/MIN\(24\)/32](#).

⁸ [JOB/ACC/UZB/3/Rev.2](#).

⁹ [WT/ACC/SPEC/AZE/4/Rev.5](#).

¹⁰ [WT/ACC/SPEC/BTN/4/Rev.1](#).

¹¹ [WT/ACC/SPEC/COM/5/Rev.5](#) et [WT/ACC/SPEC/COM/5/Rev.6](#).

¹² [WT/ACC/SPEC/TLS/5/Rev.1](#), [WT/ACC/SPEC/TLS/5/Rev.2](#) et [WT/ACC/SPEC/TLS/5/Rev.3](#).

¹³ L'ensemble de textes relatifs à l'accession contenait: i) le projet de rapport du Groupe de travail ([WT/ACC/SPEC/COM/5/Rev.6](#)); ii) le projet de liste de concessions et d'engagements concernant les marchandises ([WT/ACC/SPEC/COM/6/Rev.2](#)); et iii) le projet de liste d'engagements spécifiques concernant les services ([WT/ACC/SPEC/COM/7/Rev.1](#)).

¹⁴ L'ensemble de textes relatifs à l'accession contenait: i) le projet de rapport du Groupe de travail ([WT/ACC/SPEC/TLS/5/Rev.3](#)); ii) le projet de liste de concessions et d'engagements concernant les marchandises ([WT/ACC/SPEC/TLS/6/Rev.1](#)); et iii) le projet de liste d'engagements spécifiques concernant les services ([WT/ACC/SPEC/TLS/7/Rev.1](#)).

¹⁵ [WT/ACC/COM/51](#), [WT/ACC/COM/51/Add.1](#) et Add.2 pour les Comores; et [WT/ACC/TLS/34](#), [WT/ACC/TLS/34/Add.1](#) et Add.2 pour le Timor-Leste.

¹⁶ [JOB/ACC/COM/15](#).

¹⁷ [JOB/ACC/TLS/10](#).

2. PRÉSIDENTS DES GROUPES DE TRAVAIL

18. Seize des 24 Groupes de travail de l'accession (y compris de l'accession des Comores et de l'accession du Timor-Leste jusqu'en janvier 2024) avaient des présidents (voir l'annexe 4). Tous les présidents étaient basés à Genève, et six d'entre eux étaient des femmes.¹⁸

19. De nouveaux présidents ont été désignés par le Conseil général pour 11 Groupes de travail de l'accession en 2023:

- l'Ambassadeur Alparslan Acarsoy (Türkiye) pour le Groupe de travail de l'accession de l'Azerbaïdjan le 7 mars;
- l'Ambassadrice Anita Pipan (Slovénie) pour le Groupe de travail de l'accession de la Bosnie-Herzégovine le 7 mars;
- l'Ambassadeur Matthew Wilson (Barbade) pour le Groupe de travail de l'accession de Curaçao le 7 mars;
- l'Ambassadeur José R. Sánchez-Fung (République dominicaine) pour le Groupe de travail de l'accession de la Guinée équatoriale le 7 mars;
- Mme Rebecca Fisher Lamb (Royaume-Uni) pour le Groupe de travail de l'accession de l'Éthiopie le 7 mars;
- l'Ambassadrice Margit Szűcs (Hongrie) pour le Groupe de travail de l'accession de la Serbie le 7 mars;
- l'Ambassadeur Seong deok Yun (République de Corée) pour le Groupe de travail de l'accession de l'Ouzbékistan le 7 mars;
- l'Ambassadrice Désirée Schweitzer (Autriche) pour le Groupe de travail de l'accession du Bhoutan le 9 mai;
- l'Ambassadeur Saqer Abdullah Almoqbel (Royaume d'Arabie saoudite) pour le Groupe de travail de l'accession de l'Iraq le 29 juin;
- l'Ambassadrice Nadia Theodore (Canada) pour le Groupe de travail de l'accession des Bahamas le 15 décembre; et
- l'Ambassadrice Nina Tornberg (Suède) pour le Groupe de travail de l'accession de la Somalie le 15 décembre.

20. Le poste de Président du Groupe de travail de l'accession de l'Algérie est devenu vacant à la suite du départ de l'Ambassadeur Jose Luis Cancela (Uruguay). Des consultations sont en cours avec les Membres pour la désignation d'un nouveau président.

21. Une séance d'information a été organisée par le Secrétariat en avril 2023 pour les sept présidents des Groupes de travail désignés en mars. Des séances individuelles ont été organisées pour d'autres présidents après leur désignation.

22. Pendant la période considérée, les présidents des Groupes de travail ont continué à faire preuve d'un engagement actif et ont joué un rôle important pour faire avancer les processus d'accession. Ils ont tenu des consultations avec les Membres et les gouvernements accédants sous différentes formes et selon des configurations diverses et ont participé à des activités de sensibilisation pour mieux faire comprendre les aspects techniques et politiques des accessions à l'OMC.

¹⁸ Des renseignements complémentaires sur le processus de sélection des présidents des Groupes de travail figurent dans la section 2.4, "Président du Groupe de travail de l'accession", du document [WT/ACC/33/Rev.1](#).

- Les 27 et 28 avril 2023, le Président du Groupe de travail de l'accession de l'Azerbaïdjan, l'Ambassadeur Alparslan Acarsoy (Türkiye), s'est rendu à Bakou, accompagné de représentants du Secrétariat.¹⁹ Lors de cette visite, le Président a rencontré des hauts fonctionnaires du gouvernement, y compris: i) le Vice-Premier Ministre; ii) le Ministre de l'économie; iii) le chef du Comité d'État des douanes; iv) le Vice-Ministre du travail et de la protection sociale; v) le gouverneur adjoint de la Banque central; et vi) le Vice-Président de l'Agence de la sécurité sanitaire des produits alimentaires.
- Le Président du Groupe de travail de l'accession de l'Iraq, l'Ambassadeur Saqer Abdullah Almoqbel (Royaume d'Arabie saoudite), s'est rendu à Bagdad les 15 et 16 janvier 2024.²⁰ Lors de cette visite, le Président a rencontré de hauts fonctionnaires du gouvernement, y compris: i) le Président de la République; ii) le Vice-Premier-Ministre et Ministre de la planification; iii) le Ministre du commerce et Président du Comité national chargé de l'accession de l'Iraq à l'OMC; iv) le Chef du Comité parlementaire pour l'économie, l'industrie et le commerce; et v) le Vice-Ministre des affaires étrangères. Le Président a également assisté à la 36^{ème} réunion du Comité national chargé de l'accession de l'Iraq à l'OMC, présidée par le Ministre du commerce.

3. TRANSPARENCE DU PROCESSUS D'ACCESSION

23. La transparence du processus d'accession reste une priorité essentielle pour le Secrétariat et pour les Membres. Plusieurs mesures relatives à la transparence ont continué d'être mises en œuvre pendant la période considérée.

i. Séance d'information sur les accessions à l'OMC à l'intention des Membres

24. En 2023, le Secrétariat n'a pas tenu de réunions ordinaires du Groupe informel des accessions (GIA), mais il a organisé une séance d'information sur les accessions à l'OMC à l'intention des Membres le 27 septembre. Cette séance a porté sur i) la phase finale du processus d'accession à l'OMC; et ii) l'état d'avancement des négociations en cours sur les accessions.

ii. Bulletin d'information sur les accessions à l'OMC, communiqués de presse et réseaux sociaux

25. Le bulletin d'information garantit la transparence des questions relatives à l'accession, y compris en ce qui concerne les faits nouveaux intervenus récemment, le calendrier des activités et les questions présentant un intérêt pour la communauté des accessions. Il vise aussi à améliorer la communication avec les gouvernements accédants, les présidents, les Membres, les partenaires et l'ensemble des spécialistes de la politique commerciale. Le Secrétariat a publié trois numéros du Bulletin d'information sur les accessions à l'OMC (en juin et septembre 2023 et en janvier 2024) concernant les faits nouveaux survenus durant la période considérée.

26. Les activités relatives aux accessions sont publiées à intervalles réguliers au moyen de communiqués de presse de l'OMC et des comptes dédiés de l'OMC sur les réseaux sociaux, dont X (anciennement Twitter) et LinkedIn. Pendant la période considérée, 23 communiqués de presse et 256 tweets ont été publiés pour tenir régulièrement le public informé des activités liées aux accessions.

iii. Panoplie d'outils pour la transparence des accessions

- Portail d'information sur les accessions (AIP) de l'OMC

27. Le Portail d'information sur les accessions (<https://www.wto.org/accessions>) vise à améliorer la transparence des négociations en vue de l'accession à l'OMC. Il donne accès à la documentation et aux données sur les processus d'accession à l'OMC, y compris les accessions achevées et les accessions en cours. Il est régulièrement mis à jour sur la base de la documentation présentée par

¹⁹ Le rapport du Président a été distribué sous la cote [JOB/ACC/AZE/4](#). Voir également [OMC | Nouvelles 2023 – "Le Président évoque la reprise de l'activité du Groupe de travail de l'Azerbaïdjan lors de sa visite à Bakou"](#)

²⁰ Le rapport du Président a été distribué sous la cote [JOB/ACC/IRQ/3](#). Voir également ["Le Président du Groupe de travail se rend à Bagdad pour des consultations de haut niveau sur l'accession de l'Iraq"](#).

les gouvernements accédants et produite par le Secrétariat en ce qui concerne les accessions en cours.²¹ Une nouvelle version plus conviviale de l'AIP est en cours d'élaboration et devrait être lancée en 2024.

- **Base de données sur les engagements pris dans le cadre des accessions (ACDB)**

28. La Base de données sur les engagements pris dans le cadre des accessions (<http://acdb.wto.org>) donne accès à l'ensemble de ces engagements et aux renseignements connexes figurant dans les rapports des Groupes de travail de l'accession et dans les protocoles d'accession des 36 Membres relevant de l'article XII. Les engagements pris dans le cadre de l'accession des Comores et de l'accession du Timor-Leste seront ajoutés à la base de données dès que ces deux pays deviendront officiellement Membres de l'OMC. L'ACDB est accessible au grand public dans les trois langues officielles de l'OMC.

- **Registre des accords bilatéraux sur l'accès aux marchés**

29. Le Registre des accords bilatéraux sur l'accès aux marchés contient des renseignements de base sur les accords bilatéraux signés dans le domaine de l'accès aux marchés pour les marchandises et les services qui ont été déposés auprès du Secrétariat. Il indique le type d'accord (marchandises, services ou les deux) et les dates de signature et de dépôt. La teneur des accords bilatéraux sur l'accès aux marchés reste confidentielle et réservée aux signataires et au Secrétariat, qui est le dépositaire de ces accords. Les Membres de l'OMC peuvent consulter les rapports générés par ce registre au moyen d'un accès protégé par mot de passe: <https://www.wto.org/french/thewto/f/acc/f/xacc/f/register.f.htm>.

4. ASSISTANCE TECHNIQUE ET ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION²²

i. Assistance technique

30. L'assistance technique est essentielle pour appuyer la progression des négociations sur l'accession, notamment en ce qui concerne les PMA. L'importance de l'assistance technique a été soulignée, notamment à la CM12 et à la CM13. De plus, l'un des quatre résultats clés du Plan biennal d'assistance technique et de formation²³ (plan d'AT) concerne la participation des gouvernements accédants aux négociations en vue de l'accession et donne la priorité aux besoins des PMA.

31. Le Secrétariat travaille en étroite collaboration avec les Membres et les partenaires de développement pour soutenir les gouvernements accédants, en accordant une importance particulière à la coordination. En juillet 2022, le Secrétariat a lancé le Groupe de coordination sur l'assistance technique liée à l'accession, qui sert de cadre aux partenaires de développement et aux gouvernements accédants pour échanger périodiquement des renseignements sur les besoins et l'assistance spécifiques liés à l'accession à l'OMC. Le 20 avril 2023, le Groupe a tenu une réunion pour discuter du soutien dont les Comores et le Timor-Leste avaient besoin pour achever les négociations en vue de leur accession, et de leurs besoins d'assistance technique après l'accession.²⁴

32. En vue de la conclusion des accessions des Comores et du Timor-Leste, le Secrétariat a aidé les deux gouvernements à se préparer à devenir Membres de l'OMC, y compris dans l'élaboration de leurs stratégies globales respectives de mise en œuvre après l'accession. (Voir la section IV: L'après-accession)

33. Pour la période considérée, qui a suivi plusieurs années marquées par des limitations en matière de voyages en raison de la pandémie de COVID-19, un nombre important d'activités d'AT ont été menées en présentiel et complétées par des activités fournies en mode hybride et en mode

²¹ Bien que l'AIP soit accessible au public, certaines parties du site Web, dont l'accès aux documents concernant les négociations en vue de l'accession en cours, restent protégées par un mot de passe et ne sont accessibles qu'aux Membres et aux gouvernements accédants.

²² Cette section rend compte des activités d'assistance technique fournies entre le 1^{er} janvier 2023 et le 29 février 2024.

²³ Les plans pour 2022-2023 et 2024-2025 figurent dans les documents [WT/COMTD/W/260/Rev.1](#) et [WT/COMTD/W/273](#), respectivement.

²⁴ [OMC | Nouvelles 2023 – Le Groupe de coordination de l'assistance technique examine les besoins des Comores et du Timor-Leste après l'accession.](#)

virtuel. Ces activités ont été entre autres les suivantes: i) des sessions et séminaires de formation nationaux sur mesure; ii) des missions; et iii) des tables rondes/dialogues. Au total, quelque 1 000 participants ont pris part à ces activités.

- Activités nationales

34. La Division des accessions, en collaboration avec d'autres divisions du Secrétariat et/ou d'autres institutions partenaires, a fourni une assistance technique et des conseils aux gouvernements accédants suivants: Azerbaïdjan, Bhoutan, Comores, Guinée équatoriale, Ouzbékistan, Timor-Leste et Turkménistan:

- i. Azerbaïdjan: Pendant la visite du Président du Groupe de travail, l'Ambassadeur Alparslan Acarsoy (Türkiye), à Bakou les 26 et 27 avril, le Secrétariat a tenu des consultations avec des experts du Ministère de l'économie et du Ministère des affaires étrangères pour examiner les questions en suspens identifiées dans le rapport du Groupe de travail. De plus, à la demande du gouvernement, le Secrétariat a organisé, du 18 au 21 décembre, des sessions techniques à Genève pour des experts venus de Bakou, sur les sujets suivants: subventions à la pêche, facilitation de l'investissement, réglementation intérieure dans le domaine des services, entreprises commerciales d'État et subventions.
- ii. Bhoutan: À la demande du gouvernement, le Secrétariat a organisé des sessions de formation en mode virtuel sur les sujets suivants: i) le commerce des services et les négociations sur l'accès aux marchés pour les services (31 mai, 1^{er}, 5, 8, 9, 13 et 23 juin); ii) les négociations sur l'accès aux marchés pour les marchandises (2 juin); et iii) l'agriculture (14 juin). Ces sessions ont été suivies d'une mission du Secrétariat à Thimphou du 10 au 14 juillet, pour tenir des réunions avec le gouvernement en vue de relancer le processus d'accession. Un ensemble de contributions actualisées dans le cadre des négociations, requis pour la reprise des travaux du Groupe de travail, a également été finalisé. Une mission supplémentaire a eu lieu du 24 au 28 juillet pour aider à l'établissement d'une offre actualisée sur le commerce des services.
- iii. Comores: Une assistance à l'établissement de documents d'accession a été fournie tout au long de l'année. En outre, le Secrétariat a entrepris une mission d'assistance technique à Moroni du 20 au 23 novembre pour tenir des réunions avec le gouvernement en vue de la finalisation du processus d'accession avant la CM13. Les besoins d'assistance technique des Comores pour l'après-accession ont d'abord été présentés et examinés à la réunion du Groupe de coordination sur l'assistance technique liée à l'accession, le 20 avril. Les Comores ont présenté leur stratégie de mise en œuvre pour l'après-accession aux Membres et aux partenaires de développement lors de la Table ronde sur l'après-accession, le 25 février 2024, en marge de la CM13.²⁵
- iv. Guinée équatoriale: À la demande du gouvernement, le Secrétariat a entrepris une mission à Malabo du 15 au 17 août, pour i) présenter aux participants les Accords de l'OMC et le processus d'accession à l'OMC, y compris les prescriptions en matière de documents; ii) aider à l'établissement des documents techniques requis pour tenir la première réunion du Groupe de travail; et iii) examiner la feuille de route de l'accession, qui définissait les étapes conduisant à la première réunion du Groupe de travail.
- v. Timor-Leste: Une assistance à l'établissement de documents d'accession a été fournie tout au long de l'année. En outre, le Secrétariat a entrepris une mission d'assistance technique à Dili du 4 au 10 septembre pour tenir des réunions avec le gouvernement en vue de la finalisation du processus d'accession avant la CM13. Les besoins d'assistance technique du Timor-Leste pour l'après-accession ont d'abord été présentés et examinés à la réunion du Groupe de coordination sur l'assistance technique liée à l'accession, le 20 avril. Une table ronde spécifique sur l'après-accession a eu lieu le 11 janvier 2024. Le Secrétariat a entrepris une mission à Dili du 22 au 25 janvier 2024 pour aider le Timor-Leste à élaborer sa stratégie de mise en œuvre pour l'après-accession. La stratégie a ensuite été présentée aux Membres

²⁵ [OMC | Nouvelles 2024 – Les Comores organisent une table ronde pour examiner leurs besoins en matière d'assistance technique afin de maximiser les avantages liés au statut de Membre de l'OMC.](#)

et aux partenaires de développement lors d'une table ronde sur l'après-accession tenue le 25 février 2024, en marge de la CM13.²⁶

- vi. Turkménistan: À la demande du gouvernement, le Secrétariat a entrepris quatre missions à Ashgabat pour fournir une assistance technique sur le processus d'accession à l'OMC (du 29 au 31 mai) et sur l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (trois groupes de formations du 3 au 14 juillet, du 23 au 27 octobre²⁷ et du 18 au 22 décembre). Des formations en mode virtuel avec des experts de l'OMC sur l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur ont eu lieu du 2 au 6 octobre et du 20 au 24 novembre 2023, et du 29 janvier au 2 février 2024, pour préparer respectivement les deuxième, troisième et quatrième groupes de formations en présentiel. Des séances ont été menées en partenariat avec la Coopération économique régionale de l'Asie centrale (CAREC) et la Banque asiatique de développement (BASD). Des tables rondes sur l'assistance technique avec des partenaires de développement ont également été organisées pendant les missions en mai et en octobre.
- vii. Ouzbékistan: À la demande du gouvernement, le Secrétariat a entrepris trois missions à Tachkent, pour fournir une assistance technique sur: i) l'agriculture (du 5 au 8 septembre); ii) le commerce des services (du 19 au 21 septembre); et iii) les documents d'accession (du 14 au 20 octobre). Le Secrétariat a organisé, du 14 au 17 novembre, des sessions techniques à Genève pour des experts de Tachkent, qui ont couvert les mesures correctives commerciales, les entreprises commerciales d'État, les subventions, le commerce des services, les questions SPS et les OTC.

- Activités mondiales

35. La onzième Table ronde de la Chine sur les accessions à l'OMC a eu lieu à Vientiane, en RDP lao, du 1^{er} au 3 février, sur le thème "Les accessions à l'OMC et l'intégration du commerce: récits d'expérience de la région Asie-Pacifique". Tenu à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de l'accession de la RDP lao à l'OMC, l'événement a porté sur: i) les contributions de la région Asie-Pacifique au système commercial multilatéral; ii) l'état des lieux concernant les discussions multilatérales et plurilatérales à l'OMC et les faits nouveaux survenus durant la préparation de la CM13; iii) les 10 ans de la RDP lao en tant que Membre de l'OMC, selon l'étude "*Lao PDR: a Retrospective on 10 Years of WTO Membership*" ("RDP lao: Une rétrospective dix ans après l'accession à l'OMC")²⁸; et iv) les bonnes pratiques les plus récentes en matière d'accession et d'après-accession des PMA.²⁹ La Table ronde a réuni plus de 100 participants, dont des représentants de gouvernements de PMA accédants, de Membres, de présidents de groupes de travail, d'organisations internationales et de partenaires de développement, ainsi que diverses parties prenantes du gouvernement hôte.

36. La douzième Table ronde de la Chine sur les accessions à l'OMC s'est tenue à Abou Dhabi (É.A.U.) les 24 et 25 février 2024, en marge de la CM13.³⁰ Cette table-ronde, la première organisée dans la région arabe, qui est l'une des régions les plus sous-représentées à l'OCM, a été axée sur le thème "Perspectives arabes sur les accessions à l'OMC et le système commercial multilatéral" et a examiné les questions suivantes: i) le projet d'étude intitulée "Meilleures pratiques en matière d'accession à l'OMC pour les pays arabes: Leçons tirées des processus d'accession passés et en cours dans la région" et préparée en collaboration avec le Fonds monétaire arabe (FMA), le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC) et la Banque islamique de développement (BIsD)³¹; ii) la transformation des étapes suivantes du processus d'accession en actions stratégiques et en soutien sous forme d'assistance technique et de renforcement des capacités; iii) le pré-lancement de la première publication sur le commerce au service de la paix, provisoirement

²⁶ [OMC | Nouvelles 2024 – Table ronde sur la stratégie post-accession du Timor-Leste destinée à maximiser les avantages liés au statut de Membre de l'OMC.](#)

²⁷ [OMC | Nouvelles 2023 - Le Turkménistan progresse dans les travaux visant à entamer les négociations en vue de son accession à l'OMC en 2024.](#)

²⁸ L'étude est disponible ici: [République démocratique populaire lao: Une rétrospective dix ans après l'accession à l'OMC.](#)

²⁹ [OMC | Nouvelles 2023 – Les participants à la onzième Table ronde de la Chine examinent l'intégration de la région Asie-Pacifique dans le commerce mondial et les accessions des PMA.](#)

³⁰ Voir "[Table ronde de la Chine - Perspectives arabes sur les accessions à l'OMC](#)".

³¹ L'étude devait initialement être présentée durant le 3^{ème} Dialogue régionale sur les accessions à l'OMC pour la région arabe, prévu du 31 octobre au 2 novembre 2023 à Abou Dhabi (É.A.U.), mais cette activité conjointe a été reportée.

intitulée "Le commerce au service de la paix: Une perspective intégrée du rôle joué par le commerce pour soutenir la paix et le développement économique". La session de haut niveau s'est tenue le 25 février, avec la participation de la Directrice générale de l'OMC et de 12 ministres.

37. Un cours d'une semaine sur les règles de l'OMC dans le cadre des négociations en vue de l'accession s'est tenu du 4 au 8 décembre 2023 au siège de l'OMC, à Genève.³² Au total, 29 fonctionnaires issus de 11 gouvernements³³, activement engagés dans leurs négociations respectives en vue de l'accession, ont pris part à cette activité de formation sur les règles et procédures d'accession à l'OMC. Les séances organisées avec des experts de l'OMC ont porté sur le processus d'accession et sur les disciplines juridiques de l'Organisation pertinentes pour les négociations y relatives, dans des domaines comme: les cadres pour l'élaboration et l'application des politiques; la transparence; les droits de commercialisation; la réglementation des importations et des exportations (obstacles tarifaires et non tarifaires); les procédures douanières; les mesures correctives commerciales; les subventions; les zones franches; les mesures concernant les investissements et liées au commerce; les entreprises commerciales d'État, les obstacles techniques au commerce (OTC); les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS); et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Une table ronde avec d'anciens négociateurs chargés des accessions a aussi donné l'occasion d'échanger des données d'expérience et des connaissances.

ii. Sensibilisation

- Groupe informel de gouvernements accédants (GIGA)

38. Le Groupe informel de gouvernements accédants (GIGA), composé de 24 gouvernements accédants et coordonné par l'Ouzbékistan, a tenu 4 réunions pendant la période considérée³⁴, y compris sa première réunion au niveau ministériel en marge de la CM13.³⁵ En 2023, le Groupe a examiné, entre autres questions: i) le Rapport annuel 2022 de la DG sur les accessions à l'OMC, y compris une vue d'ensemble de 2022 et les perspectives pour 2023; et ii) l'état d'avancement des processus d'accession et les activités à venir, y compris la CM13. À la première réunion ministérielle du GIGA, présidée par le Vice-Premier Ministre de l'Ouzbékistan, le 26 février à Abou Dhabi, les gouvernements accédants ont adopté la première déclaration ministérielle du GIGA.³⁶

- Groupe g7+ des accessions à l'OMC (Groupe g7+)

39. Le Groupe g7+ des accessions à l'OMC a tenu quatre réunions³⁷, y compris une réunion au niveau ministériel tenue en marge de la CM13.³⁸ Le Groupe s'est concentré sur la préparation de la réunion ministérielle, à laquelle l'élargissement du Groupe pour accueillir l'ensemble des membres du g7+ a été annoncée.³⁹ De plus, les discussions se sont poursuivies sur l'élaboration d'un programme de travail sur le commerce au service de la paix, sur la base de la troisième Déclaration ministérielle.⁴⁰ La préparation de consultations avec les Membres au sujet de ce programme au Comité du commerce et du développement (CCD) de l'OMC a également été une priorité, l'objectif

³² [OMC | Nouvelles 2023 – Ouverture à Genève d'un cours de formation sur les règles de l'OMC dans le cadre des négociations en vue de l'accession.](#)

³³ Azerbaïdjan, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Curaçao, Éthiopie, Guinée équatoriale, Iraq, Ouzbékistan, Serbie, Timor-Leste et Turkménistan.

³⁴ Le GIGA s'est réuni le 2 mars 2023 (en mode hybride), le 18 décembre 2023 (en mode hybride), le 7 février 2024 (en mode hybride) et le 26 février 2024 (en présentiel, à Abou Dhabi, au niveau des ministres et chefs de délégation).

³⁵ [OMC | Nouvelles 2024 - Le Groupe informel de gouvernements accédants tient sa première réunion ministérielle à la CM13.](#)

³⁶ Voir le document de l'OMC [WT/MIN\(24\)/22/Rev.1](#).

³⁷ Tenues les 12, 16 et 21 février 2024, ainsi que le 26 février 2024 (au niveau ministériel).

³⁸ "Le groupe g7+ intensifie ses efforts pour promouvoir le programme "Le commerce au service de la paix" à l'OMC" https://www.wto.org/french/news_f/news24_f/acc_12mar24_f.htm.

³⁹ Le Groupe comptait neuf membres associés à l'accession à l'OMC: trois Membres relevant de l'article XII (Afghanistan, Libéria et Yémen) et six gouvernements accédants (Comores, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Soudan, Soudan du Sud et Timor Leste). À la treizième Conférence ministérielle de l'OMC à Abou Dhabi, la composition du Groupe a été élargie pour accueillir tous les membres du g7+, dont 12 Membres originels de l'OMC: Burundi, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Salomon, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Tchad et Togo. Le Groupe élargi a donc été rebaptisé Groupe g7+.

⁴⁰ Voir le document de l'OMC [WT/MIN\(24\)/25](#).

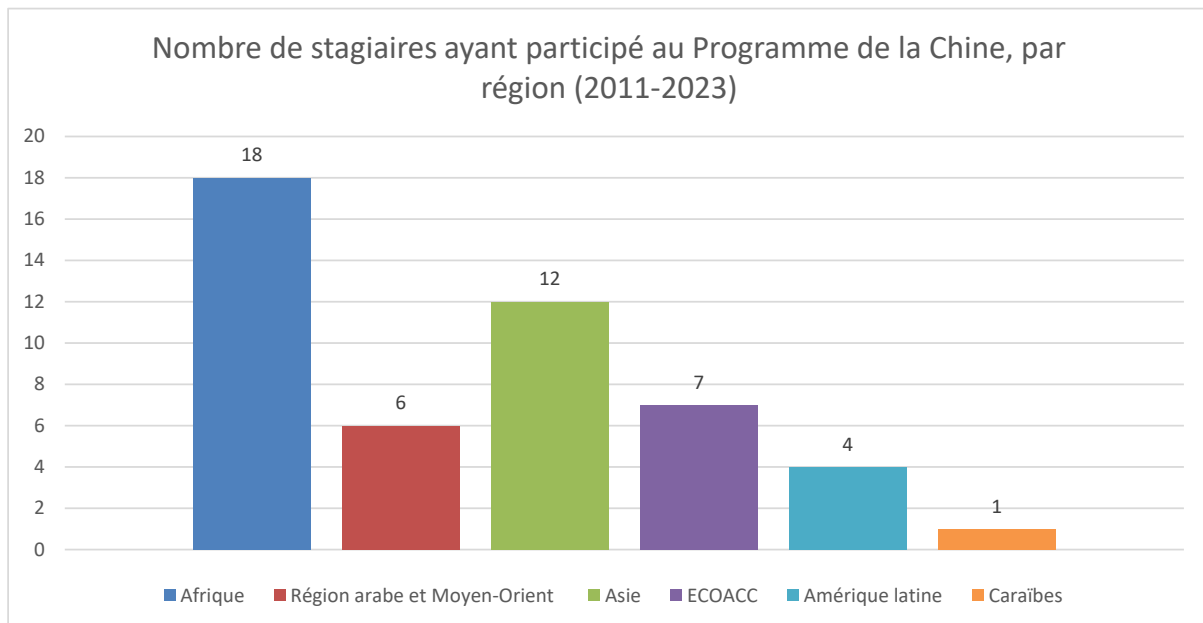
étant une décision sur la proposition du Groupe à la quatorzième Conférence ministérielle de l'OMC (CM14). De plus amples renseignements sur le programme "Le commerce au service de la paix" figurent dans la section IV.

iii. Programme de la Chine pour les PMA et les accessions (Programme de la Chine)

40. Le "Programme de la Chine pour les PMA et les accessions" (Programme de la Chine) a été prolongé le 23 octobre 2023. Une cérémonie de signature du renouvellement du Mémorandum d'accord entre la Chine et l'OMC sur le "Programme de la Chine pour les PMA et les accessions" a eu lieu en marge de la douzième Table ronde de la Chine, le 25 février 2024, à Abou Dhabi (É.A.U.).⁴¹ Lancé en juillet 2011 dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce de l'OMC, le programme de la Chine vise à renforcer la participation des PMA aux activités de l'OMC et à aider les gouvernements accédants à rejoindre l'Organisation. Sur les six piliers, la Division des accessions est chargée de la mise en œuvre du pilier I "Programme de stages sur l'accession à l'OMC" et du pilier II "Table ronde annuelle de la Chine sur les accessions à l'OMC".⁴²

41. Pendant l'année considérée, sept stagiaires ont travaillé au sein de la Division des accessions dans le cadre du Programme de stages sur l'accession à l'OMC (pilier I).⁴³ Sur les 48 stagiaires qui ont participé au Programme depuis son lancement en 2011, 19 venaient de PMA et 29 d'autres pays.⁴⁴ On a recensé 18 hommes et 30 femmes parmi les participants. La figure 1 montre la ventilation des stagiaires par région.

Figure 1: Stagiaires ayant participé au Programme de la Chine, par région (2011-2023)



iv. Partenariats institutionnels

42. Le Secrétariat travaille en étroite collaboration avec des partenaires internationaux pour soutenir les efforts des gouvernements accédants. Ces partenaires incluent le Fond monétaire arabe (AMF), le Secrétariat de l'ASEAN, la Coopération économique régionale de l'Asie centrale (CAREC)

⁴¹ "La Chine verse une contribution de 450 000 USD en faveur de l'accession à l'OMC et des pays les moins avancés" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/tech_23oct23_f.htm.

⁴² De plus amples renseignements sur les six piliers sont disponibles sur la page suivante: [OMC | Accessions à l'OMC – Programme de la Chine pour les PMA et les accessions](#).

⁴³ En 2023, les participants au Programme de stages de la Chine sur l'accession à l'OMC venaient de l'Afghanistan, du Burkina Faso, de la Grenade, de la RDP lao, de la République libanaise (2), du Malawi, d'Oman et du Soudan.

⁴⁴ Un aperçu général des participants actuels et des anciens participants, y compris des récits d'anciens stagiaires, peut être consulté à l'adresse suivante: [OMC | Accessions à l'OMC – Le programme de stages de la Chine sur l'accession à l'OMC](#).

de la Banque asiatique de développement (BAsD), le Fonds monétaire international (FMI), le Centre du commerce international (ITC), le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC), la Banque islamique de développement (BIsD), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU), la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) et la Banque mondiale. Pendant la période considérée, ces partenaires ont participé à diverses activités nationales, régionales ou mondiales.

III. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DANS LES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION

43. Le tableau 1 donne un aperçu des 24 accessions en cours, y compris celles des Comores et du Timor-Leste, qui deviendront officiellement Membres de l'OMC une fois qu'ils auront déposé leurs instruments d'acceptation. Il indique l'état d'avancement des négociations en vue de l'accession. Plusieurs facteurs complexes restaient en jeu dans les négociations en vue de l'accession. Les dynamiques politiques internes, les cycles électoraux, le remaniement des priorités gouvernementales, les efforts d'intégration régionale, le contexte géopolitique et/ou les situations de fragilité et de conflit avaient une incidence sur l'avancée de nombreuses accessions. La présente section indique l'état d'avancement des accessions en cours en février 2024. On trouvera des renseignements plus détaillés et régulièrement actualisés sur cet état d'avancement sur le [site Web des accessions à l'OMC](#) et dans le Bulletin d'information sur les accessions.

Tableau 1: État d'avancement des accessions en cours

État d'avancement	Accessions
1. Priorité stratégique (2)	Comores*, Timor-Leste*
2. En cours (2)	Azerbaïdjan, Ouzbékistan
3. Réactivé (4)	Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Éthiopie*, Iraq
4. Actif (4)	Curaçao, Guinée équatoriale, Somalie*, Turkménistan
5. Inactif (12)	Algérie, Andorre, Bahamas, Bélarus, Iran, Libye, République arabe syrienne, République libanaise, Sao Tomé-et-Principe*, Serbie, Soudan*, Soudan du Sud*

* Pays les moins avancés (PMA)

"Priorité stratégique" indique que ces accessions pourraient être achevées en 2023-2024, en fonction du niveau d'avancement des dossiers sur le plan technique.

"En cours" indique que des progrès techniques ont été réalisés et que le gouvernement accédant procède à un échange régulier de renseignements avec les Membres de l'OMC et le Secrétariat.

"Réactivé" indique que le gouvernement accédant procède à un échange de renseignements avec le Secrétariat et/ou les Membres de l'OMC dans le but d'une reprise rapide des activités au niveau du Groupe de travail après une période d'interruption/d'inactivité.

"Actif" indique que le gouvernement accédant procède à un échange de renseignements avec le Secrétariat dans le but de commencer le processus du Groupe de travail.

"Inactif" indique que le Groupe de travail n'a mené aucune activité depuis au moins trois ans.

1. PRIORITÉ STRATÉGIQUE

44. [Comores](#): les Comores ont demandé leur accession à l'OMC en mars 2007. Le Groupe de travail a été établi en octobre 2007 et a tenu sa première réunion en décembre 2016. Les huitième⁴⁵ et neuvième⁴⁶ réunions du Groupe de travail ont eu lieu respectivement le 19 janvier et le 5 octobre 2023. Les projets de listes concernant les marchandises et les services ont été vérifiés par les signataires lors d'une réunion de vérification technique le 4 mai 2023. Lors de sa dernière réunion (dixième)⁴⁷, qui s'est tenue le 9 janvier 2024, le Groupe de travail a adopté *ad referendum* le projet d'ensemble de textes relatifs à l'accession et a achevé son mandat en transmettant le projet à la

⁴⁵ "Les Membres saluent les efforts déployés par les Comores pour franchir les derniers obstacles en vue de leur accession à l'OMC d'ici à la CM13" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/acc_19jan23_f.htm.

⁴⁶ "Les Membres saluent les progrès accomplis par les Comores pour achever les négociations en vue de leur accession avant la CM13" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/acc_05oct23_f.htm.

⁴⁷ "L'ensemble de textes relatifs à l'accession des Comores à l'OMC est prêt pour adoption formelle à la CM13" https://www.wto.org/french/news_f/news24_f/acc_09jan24_f.htm.

treizième Conférence ministérielle de l'OMC (CM13) pour décision des Ministres. Comme suite à la décision formelle des Ministres, les Comores ont signé leur Protocole d'accession à l'OMC le 26 février 2024.⁴⁸ Le Protocole signé est soumis à ratification et est ouvert à l'acceptation des Comores jusqu'au 31 août 2024.

45. [Timor-Leste](#): le Timor-Leste a demandé son accession à l'OMC en novembre 2016. Le Groupe de travail a été établi en décembre 2016 et a tenu sa première réunion en octobre 2020. Les cinquième⁴⁹ et sixième⁵⁰ réunions du Groupe de travail ont eu lieu respectivement le 20 avril et le 11 octobre 2023. Les projets de listes concernant les marchandises et les services ont été vérifiés par les signataires lors d'une réunion de vérification technique le 17 novembre 2023. Lors de sa dernière réunion (septième)⁵¹, qui s'est tenue le 11 janvier 2024, le Groupe de travail a adopté *ad referendum* le projet d'ensemble de textes relatifs à l'accession et a achevé son mandat en transmettant le projet à la CM13 pour décision des Ministres. Comme suite à la décision formelle des Ministres, le Timor-Leste a signé son Protocole d'accession à l'OMC le 26 février 2024.⁵² Le Protocole signé est soumis à ratification et est ouvert à l'acceptation du Timor-Leste jusqu'au 30 août 2024.

2. EN COURS

46. [Azerbaïdjan](#): l'Azerbaïdjan a demandé son accession à l'OMC en juin 1997. Le Groupe de travail a été établi en juillet 1997 et a tenu sa première réunion en juin 2002. Sa quinzième réunion⁵³ a eu lieu le 6 juillet 2023, après six années d'inactivité. Des négociations multilatérales sont en cours sur la base de la cinquième révision du rapport du Groupe de travail. Des négociations bilatérales sont en cours avec plusieurs Membres intéressés. À ce jour, quatre accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat. La seizième réunion du Groupe de travail sera convoquée après la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

47. [Ouzbékistan](#): l'Ouzbékistan a demandé son accession à l'OMC en décembre 1994. Le Groupe de travail a été établi en décembre 1994 et a tenu sa première réunion en juillet 2002. Il a repris ses travaux après des années d'inactivité et a tenu sa quatrième réunion en juillet 2020. Le 14 mars et le 16 novembre 2023, le Groupe de travail a tenu ses sixième⁵⁴ et septième⁵⁵ réunions, respectivement. Des négociations multilatérales sont en cours sur la base de la deuxième révision du Résumé factuel des points soulevés. À ce jour, huit accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et des négociations bilatérales sont en cours avec plusieurs Membres intéressés. La huitième réunion du Groupe de travail sera convoquée après la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

3. RÉACTIVÉ

48. [Bhoutan](#): le Bhoutan a demandé son accession à l'OMC en septembre 1999. Le Groupe de travail a été établi en octobre 1999 et a tenu sa première réunion en novembre 2004. Sa quatrième réunion a eu lieu en janvier 2008. En avril 2023, le gouvernement a repris le processus d'accession. La première révision du projet de rapport du Groupe de travail a été distribuée en août 2023. Des offres révisées concernant l'accès aux marchés pour les marchandises et les services ont été distribuées en août et novembre 2023, respectivement. Les négociations bilatérales sont au point

⁴⁸ "Les Ministres approuvent l'accession à l'OMC des Comores et du Timor-Leste lors de la CM13" https://www.wto.org/french/news_f/news24_f/acc_26feb24_f.htm.

⁴⁹ "La demande d'accession à l'OMC du Timor-Leste entre dans sa dernière phase" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/acc_20apr23_f.htm.

⁵⁰ "Le Timor-Leste est près de conclure les négociations d'accession à l'OMC" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/acc_11oct23_f.htm.

⁵¹ "Les Membres de l'OMC approuvent l'ensemble de documents d'accession du Timor-Leste, en vue d'une adoption formelle à Abou Dhabi" https://www.wto.org/french/news_f/news24_f/acc_11jan24_f.htm

⁵² "Les Ministres approuvent l'accession à l'OMC des Comores et du Timor-Leste lors de la CM13" https://www.wto.org/french/news_f/news24_f/acc_26feb24_f.htm.

⁵³ "Le Groupe de travail donne un nouvel élan au processus d'accession de l'Azerbaïdjan à l'OMC" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/acc_06jul23_f.htm.

⁵⁴ "L'Ouzbékistan imprime un nouvel élan aux négociations d'accession à l'OMC" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/acc_14mar23_f.htm.

⁵⁵ "L'Ouzbékistan donne un nouvel élan à son processus d'accession à l'OMC" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/acc_16nov23_f.htm.

mort depuis 2008, mais le Bhoutan s'est dit prêt à relancer le dialogue avec les Membres. Le 13 décembre 2023, le Bhoutan est officiellement sorti de la catégorie des PMA.⁵⁶ La cinquième réunion du Groupe de travail sera convoquée en 2024.

49. [Bosnie-Herzégovine](#): la Bosnie-Herzégovine a demandé son accession à l'OMC en mai 1999. Le Groupe de travail a été établi en juillet 1999 et a tenu sa première réunion en novembre 2003. Sa treizième réunion a eu lieu le 7 février 2018. À ce jour, 16 accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat, tandis que des négociations bilatérales sont en cours avec un Membre. Des négociations multilatérales sont en cours sur la base de la huitième révision du projet de rapport du Groupe de travail. La quatorzième réunion du Groupe de travail sera convoquée après la conclusion des négociations bilatérales en cours sur l'accès aux marchés.

50. [Éthiopie](#): l'Éthiopie a demandé son accession à l'OMC en janvier 2003. Le Groupe de travail a été établi en février 2003 et a tenu sa première réunion en mai 2008. À sa quatrième réunion tenue en janvier 2020, le Groupe de travail est convenu de transformer le Résumé factuel des points soulevés en éléments de son projet de rapport. Des négociations bilatérales sont en cours avec plusieurs Membres intéressés. L'Éthiopie est en train de présenter les contributions requises dans le cadre des négociations en vue de la convocation de la cinquième réunion du Groupe de travail en 2024. L'Éthiopie fait l'objet d'arrangements administratifs de la catégorie I.

51. [Iraq](#): l'Iraq a demandé son accession à l'OMC en septembre 2004. Le Groupe de travail a été établi en décembre 2004 et a tenu sa première réunion en mai 2007. Sa deuxième réunion a eu lieu en avril 2008 et une réunion informelle s'est tenue en novembre 2017. En vue de la troisième réunion du Groupe de travail, l'Iraq a distribué un aide-mémoire actualisé sur le régime de commerce extérieur et sept autres documents entre juin et juillet 2022, ainsi que ses offres initiales concernant l'accès au marché pour les marchandises et les services en mars 2024. La troisième réunion du Groupe de travail sera convoquée en 2024.

4. ACTIVÉ

52. [Curaçao](#): Curaçao a demandé son accession à l'OMC en octobre 2019. Le Groupe de travail a été établi en mars 2020. L'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur a été distribué en septembre 2021 et les réponses à des questions concernant cet aide-mémoire ont été communiquées en septembre 2023. La première réunion du Groupe de travail sera convoquée en 2024.

53. [Guinée équatoriale](#): la Guinée équatoriale a demandé son accession à l'OMC en mars 2007. Le Groupe de travail a été établi en février 2008. L'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur a été distribué en décembre 2022. La première réunion du Groupe de travail sera convoquée sous réserve de la présentation des réponses aux questions posées par les Membres sur l'aide-mémoire et d'une version actualisée de l'aide-mémoire. La Guinée équatoriale fait l'objet d'arrangements administratifs de la catégorie I.

54. [Somalie](#): la Somalie a demandé son accession à l'OMC en novembre 2016. Le Groupe de travail a été établi en décembre 2016. En mai 2020, l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur a été distribué. La première réunion du Groupe de travail sera convoquée sous réserve de la présentation des réponses aux questions posées par les Membres sur l'aide-mémoire et d'un plan d'action législatif.

55. [Turkménistan](#): le Turkménistan a demandé son accession à l'OMC en novembre 2021. Le Groupe de travail a été établi en février 2022. Il ne s'est pas réuni à ce jour. L'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur est en cours d'élaboration.

5. INACTIF

56. [Algérie](#): l'Algérie a demandé son accession à l'OMC en juin 1987. Le Groupe de travail a été établie à cette même date et a tenu sa première réunion en 1998. Sa douzième réunion a eu lieu en

⁵⁶ "Les Membres de l'OMC félicitent le Bhoutan pour sa sortie de la catégorie des PMA"
https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/ldevc_13dec23_f.htm.

mars 2014. À ce jour, six accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat, tandis que plusieurs négociations bilatérales restent en suspens. Le projet de rapport du Groupe de travail en est à sa troisième révision, distribuée en février 2014. La treizième réunion du Groupe de travail sera convoquée sous réserve de la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

57. [Andorre](#): l'Andorre a demandé son accession à l'OMC en juillet 1997. Le Groupe de travail a été établi en octobre 1997. Il a tenu sa première et unique réunion en octobre 1999. Ce processus d'accession est inactif et aucune intention n'a été exprimée quant à son redémarrage.

58. [Bahamas](#): les Bahamas ont demandé leur accession à l'OMC en mai 2001. Le Groupe de travail a été établi en juillet 2001 et a tenu sa première réunion en septembre 2010. Sa quatrième réunion a eu lieu en avril 2019. À ce jour, un accord bilatéral sur l'accès aux marchés a été conclu en principe, tandis que des négociations bilatérales sont en cours avec plusieurs Membres intéressés. Au niveau multilatéral, le Groupe de travail est convenu de transformer le Résumé factuel des points soulevés en éléments de son projet de rapport. La cinquième réunion sera convoquée sous réserve de la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

59. [Biélorus](#): le Biélorus a demandé son accession à l'OMC en septembre 1993. Le Groupe de travail a été établi en octobre 1993 et a tenu sa première réunion en juin 1997. Après une période d'inactivité – aucune réunion formelle du Groupe de travail n'a eu lieu entre 2005 et 2016 –, le Groupe de travail a repris ses travaux en janvier 2017. La douzième réunion s'est tenue en juillet 2019. Le projet de rapport du Groupe de travail en est à sa quatrième révision. À ce jour, 17 accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat.

60. [République islamique d'Iran](#): la République islamique d'Iran a demandé son accession à l'OMC en juillet 1996. Le Groupe de travail a été établi en mai 2005. Après la distribution de l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur en novembre 2009, l'Iran a présenté des contributions techniques, y compris les réponses aux questions des Membres sur l'aide-mémoire, en novembre 2011. La première réunion du Groupe de travail sera convoquée à l'issue de consultations menées par le Président du Conseil général avec les Membres pour désigner un président du Groupe de travail.

61. [République libanaise](#): la République libanaise a demandé son accession à l'OMC en janvier 1999. Le Groupe de travail a été établi en avril 1999 et a tenu sa première réunion en octobre 2002. Sa septième réunion a eu lieu en octobre 2009. En vue de sa huitième réunion, des contributions aux négociations, ainsi que la seconde révision de son projet de rapport, ont été distribuées entre avril et juin 2017. La huitième réunion sera convoquée sous réserve de la présentation de contributions actualisées dans le cadre des négociations pour tenir compte des modifications apportées depuis 2017 et des offres révisées concernant l'accès aux marchés pour les marchandises et les services. La République libanaise fait l'objet d'arrangements administratifs de la catégorie III.

62. [Libye](#): la Libye a demandé son accession à l'OMC en juin 2004. Le Groupe de travail a été établi en septembre 2004. Il ne s'est pas encore réuni car le pays n'a pas présenté de contributions dans le cadre des négociations permettant d'engager le processus.

63. [Sao Tomé-et-Principe](#): Sao Tomé-et-Principe a demandé son accession à l'OMC en février 2005. Le Groupe de travail a été établi en juin 2005. Il ne s'est pas encore réuni, car le pays n'a pas présenté de contributions dans le cadre des négociations permettant d'engager le processus. Sao Tomé-et-Principe fait l'objet d'arrangements administratifs de la catégorie III.

64. [Serbie](#): la Serbie a demandé son accession à l'OMC en décembre 2004. Le Groupe de travail a été établi en février 2005 et a tenu sa première réunion en octobre 2005. Sa treizième réunion a eu lieu en juin 2013. À ce jour, 13 accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat, tandis que des négociations bilatérales sur l'accès aux marchés sont toujours en cours avec un nombre limité de Membres. Des négociations multilatérales sont en cours sur la base de la septième révision du projet de rapport du Groupe de travail, distribuée en octobre 2012. La quatorzième réunion sera convoquée sous réserve que les mesures législatives intérieures en attente aient été prises et que les contributions requises dans le cadre des négociations aient été présentées.

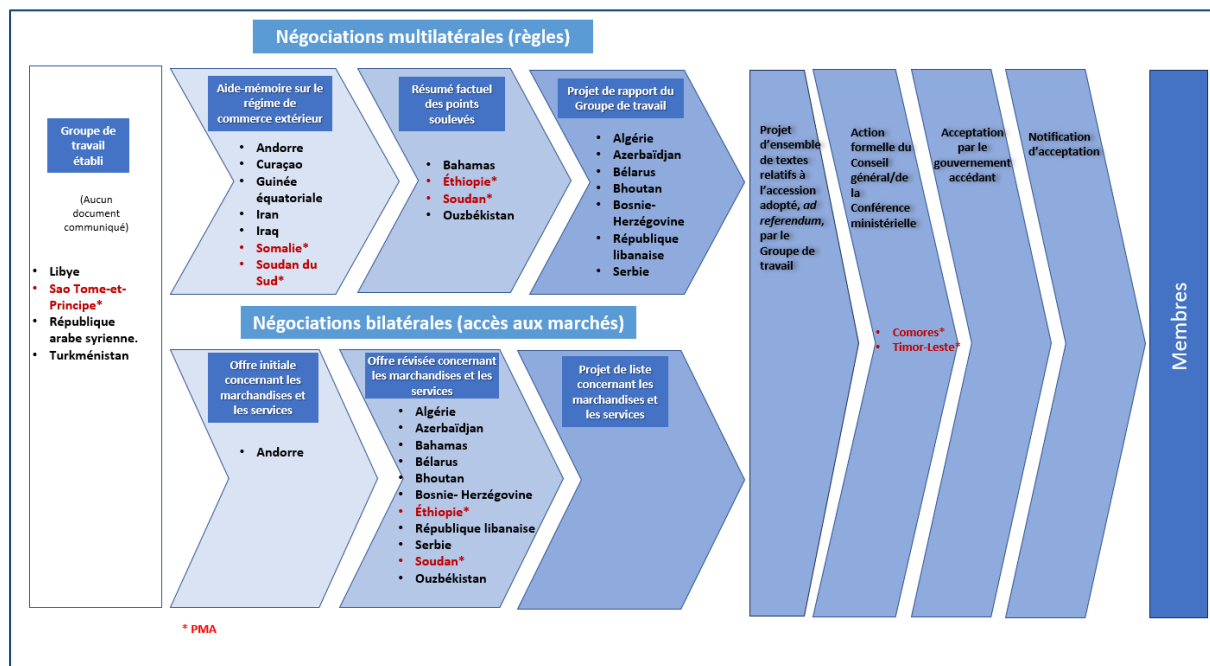
65. [Soudan du Sud](#): le Soudan du Sud a demandé son accession à l'OMC en décembre 2017. Le Groupe de travail a été établi à cette même date et a tenu sa première réunion en mars 2019. Sa deuxième réunion sera convoquée sous réserve de la présentation, par le pays, des contributions requises. Le Soudan du Sud fait l'objet d'arrangements administratifs de la catégorie III.

66. [Soudan](#): le Soudan a demandé son accession à l'OMC en octobre 1994. Le Groupe de travail a été établi à cette même date et a tenu sa première réunion en juillet 2003. Après des années d'inactivité, il a repris ses travaux en janvier 2017 et tenu sa quatrième réunion en juillet 2017. À sa cinquième réunion tenue en juillet 2021, le Groupe de travail est convenu de transformer le Résumé factuel des points soulevés en éléments de son projet de rapport. À ce jour, trois accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat. La sixième réunion se tiendra après la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

67. [République arabe syrienne](#): la République arabe syrienne a demandé son accession à l'OMC en octobre 2001. Le Groupe de travail a été établi en mai 2010. Il ne s'est pas encore réuni car le pays n'a pas présenté de contributions dans le cadre des négociations permettant d'engager le processus. La République arabe syrienne fait l'objet d'arrangements administratifs de la catégorie III.

68. La figure 2 donne un aperçu de l'état d'avancement des négociations en vue de l'accession en février 2024.

Figure 2: État d'avancement des négociations en cours en vue de l'accession



IV. L'APRÈS-ACCESSION⁵⁷

69. Le cadre de soutien à la mise en œuvre après l'accession comprend les cinq piliers suivants:

- i. stratégie par pays relative à la mise en œuvre après l'accession;
- ii. formation spécialisée et sensibilisation sur l'après-accession;
- iii. note du Secrétariat sur les "Meilleures pratiques concernant l'après-accession"⁵⁸;
- iv. page Web dédiée "Que se passe-t-il après l'accession?" sur le site des accessions à l'OMC⁵⁹;
- v. note interne du Secrétariat sur la mise en œuvre et le suivi après l'accession.

70. En 2023, le Secrétariat a continué de surveiller la participation des Membres relevant de l'article XII aux travaux de l'OMC et a organisé des activités d'assistance technique et de sensibilisation consacrées à l'après-accession (piliers ii et v). Au cours de la onzième Table ronde de la Chine sur les accessions à l'OMC, organisée du 1^{er} au 3 février 2023, les participants ont analysé les résultats des 10 premières années de l'appartenance de la RDP lao à l'OMC, sur la base de l'étude intitulée "*Lao PDR: a Retrospective on 10 Years of WTO Membership*" (RDP lao: une rétrospective dix ans après l'accession à l'OMC)⁶⁰, et ont examiné les meilleures pratiques les plus récentes dans le cadre de l'après-accession des PMA à l'OMC. En outre, les représentants des Membres relevant de l'article XII ont continué de prendre part aux discussions dans le cadre de diverses activités d'assistance technique et de sensibilisation liées à l'accession pour faire part de leur expérience de l'après-accession et donner des conseils aux gouvernements accédants actuels.

71. Parallèlement, en vue de la conclusion des accessions des Comores et du Timor-Leste, des travaux préparatoires ont été entamés pour aider ces pays à élaborer leurs stratégies globales respectives relatives à la mise en œuvre après l'accession (pilier i). Le Groupe de coordination sur l'assistance technique liée à l'accession a examiné les besoins indicatifs des deux pays en matière d'assistance technique après l'accession à sa réunion du 20 avril.⁶¹ Dans le cas du Timor-Leste, une table ronde spécifique sur l'après-accession a été organisée le 11 janvier 2024 pour examiner plus avant les besoins du pays. Un soutien a été apporté aux deux gouvernements dans l'élaboration de leurs stratégies de mise en œuvre sur la base de l'ensemble de textes relatifs à l'accession qu'ils ont chacun adopté. Une mission d'assistance technique a notamment été organisée à Dili du 22 au 25 janvier 2024 pour aider le Timor-Leste à élaborer sa stratégie, et une série de séances de travail techniques ont été organisées à Genève pour les Comores. Les stratégies qui en ont résulté ont été présentées aux Membres et aux partenaires de développement lors des tables rondes sur l'après-accession des Comores⁶² et du Timor-Leste⁶³, qui se sont tenues le 25 février 2024, en marge de la CM13.

V. RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX DES MEMBRES RELEVANT DE L'ARTICLE XII⁶⁴

72. La présente section étudie l'évolution de l'ouverture commerciale des Membres relevant de l'article XII, en examinant la part du commerce dans le PIB. Cet indicateur évalue l'importance du commerce international (mesurée au moyen de la valeur de la somme des importations et des exportations de marchandises et de services) par rapport à l'économie d'un pays (mesurée au moyen du PIB). La présente section montre que, en moyenne, le PIB et le total des échanges des Membres relevant de l'article XII ont augmenté au fil du temps, comme il ressort du Rapport annuel de 2020 du Directeur général sur les accessions à l'OMC⁶⁵, et que l'importance du commerce international par rapport à l'économie des pays a elle aussi augmenté, quel que soit le type de commerce analysé (exportations, importations, commerce de marchandises et commerce de services).

⁵⁷ Les détails des accessions négociées au titre de l'article XII figurent aux annexes 5 et 6, et les profils économiques généraux des Membres relevant de l'article XII, à l'annexe 2-2.

⁵⁸ [WT/ACC/27](#).

⁵⁹ Accessible à l'adresse suivante: [OMC | Accessions à l'OMC – Que se passe-t-il après l'accession?](#)

⁶⁰ Disponible à l'adresse suivante: [laos_study.pdf \(wto.org\)](#).

⁶¹ "Le Groupe de coordination de l'assistance technique examine les besoins des Comores et du Timor-Leste après l'accession" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/acc_26apr23_f.htm.

⁶² [OMC | Table ronde sur l'après-accession des Comores](#).

⁶³ [OMC | Table ronde sur l'après-accession du Timor-Leste](#).

⁶⁴ Voir aussi l'annexe 7.

⁶⁵ [WT/ACC/38/Rev.1](#).

73. Comme indiqué au chapitre B⁶⁶ du Rapport sur le commerce mondial 2023, "l'un des principaux éléments étayant la thèse de la démondialisation (ou "moudialisation") est l'évolution de la part du commerce mondial dans le PIB, et en particulier son évolution à la suite de la crise financière mondiale de 2008/09." Si l'on observait une augmentation du niveau d'ouverture du commerce mondial avant 2008, celui-ci a baissé immédiatement après pour s'établir à 52% en 2009 et a stagné depuis, n'atteignant jamais le niveau record de 61% atteint en 2007.⁶⁷ Cependant, bien que la crise financière mondiale de 2008/09 ait eu un impact sur le commerce, elle n'a pas été la seule cause de cette stagnation ou de cette baisse.⁶⁸

74. Les discussions relatives à cette stagnation ou à cette baisse du niveau d'ouverture du commerce mondial se sont concentrées sur "le recours accru à de nouvelles stratégies industrielles, la limitation de l'expansion des chaînes d'approvisionnement mondiales ainsi que sur l'intensification des tensions géopolitiques", qui entraîneraient une relocalisation de la production, un rapprochement de la production plus près des marchés importants (relocalisation dans des pays voisins) ou un renforcement des réseaux de production avec des pays partageant les mêmes idées (relocalisation dans des pays amis).⁶⁹ Plusieurs facteurs ont conduit à cette stagnation, y compris "le fait que les services deviennent peu à peu la principale source de revenus, la limitation de l'expansion des chaînes de valeur mondiales (CVM), le développement d'une base de fournisseurs nationaux en Chine, un ralentissement de la libéralisation des échanges, l'incidence moindre des réductions de coûts dues aux avancées technologiques, le resserrement des conditions financières et les conséquences qui en découlent pour l'investissement étranger direct et les crédits commerciaux ainsi que le soutien accordé par les pouvoirs publics aux branches de production nationales".⁷⁰

75. Nonobstant ces explications concernant la démondialisation, les Membres relevant de l'article XII ont, en moyenne, affiché la tendance inverse, à savoir une forte augmentation du niveau d'ouverture commerciale, qui a culminé en 2022 à 146,14%, comme le montre la figure 3. Alors que le niveau d'ouverture commerciale a diminué en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, tombant à 98,12%, les Membres relevant de l'article XII ont en moyenne rapidement dépassé les niveaux d'avant la pandémie en 2021 (121,33%) et ont encore enregistré une augmentation de 25 points de pourcentage en 2022. Cette tendance s'observe dans tous les types de commerce, que ce soit au niveau des exportations (figure 4), des importations (figure 5), du commerce de marchandises (figure 6) ou du commerce de services (figure 7).

76. Les avantages de l'ouverture commerciale sont directement liés aux avantages du statut de Membre de l'OMC: l'accession à l'OMC, et par extension l'ouverture commerciale, permet aux entreprises d'accéder à une base de consommateurs plus large pour les marchandises qu'elles produisent et à des intrants moins chers pour leur production. En outre, l'intensification de la concurrence internationale résultant de l'ouverture commerciale a pour effet d'accroître l'efficacité et l'innovation. Elle favorise aussi la répartition efficace des ressources grâce à la spécialisation découlant de l'avantage comparatif. La figure 8 illustre l'évolution du niveau d'ouverture commerciale des Membres relevant de l'article XII cinq ans avant et cinq ans après leur accession à l'OMC, faisant apparaître une augmentation de 54 points de pourcentage: le niveau est passé de 87,39% cinq ans avant l'accession à 141,33% cinq ans après l'accession.

77. En outre, l'ouverture commerciale peut contribuer à relever les défis liés à la durabilité environnementale, en "donnant accès [aux technologies environnementales] qui sont incorporées dans des marchandises et en accroissant l'efficacité énergétique grâce à la mise à disposition d'intrants intermédiaires". Elle facilite aussi le commerce des biens environnementaux qui permettent de réduire la pollution et de promouvoir la préservation de l'environnement, et favorise

⁶⁶ [Rapport sur le commerce mondial 2023 – La remondialisation pour un avenir sûr, inclusif et durable \(wto.org\)](#).

⁶⁷ Il convient de noter que les données sur l'ouverture commerciale utilisées dans le Rapport sur le commerce mondial 2023 proviennent de la [Banque mondiale](#) et se fondent sur les données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale et de l'OCDE. Les données sur l'ouverture commerciale présentées dans cette section ont été établies à partir des données sur les importations et les exportations de l'OMC et des [données sur le PIB](#) de la Banque mondiale, et sont pondérées par le PIB. Les niveaux exacts d'ouverture commerciale ne sont donc pas directement comparables, mais il est possible de comparer les tendances.

⁶⁸ Voir Baldwin, R. (2022), "*The peak globalisation myth: Part 1*", [vox.eu.org](#). Disponible à l'adresse suivante: <https://cepr.org/voxeu/columns/peak-globalisation-myth-part-1>.

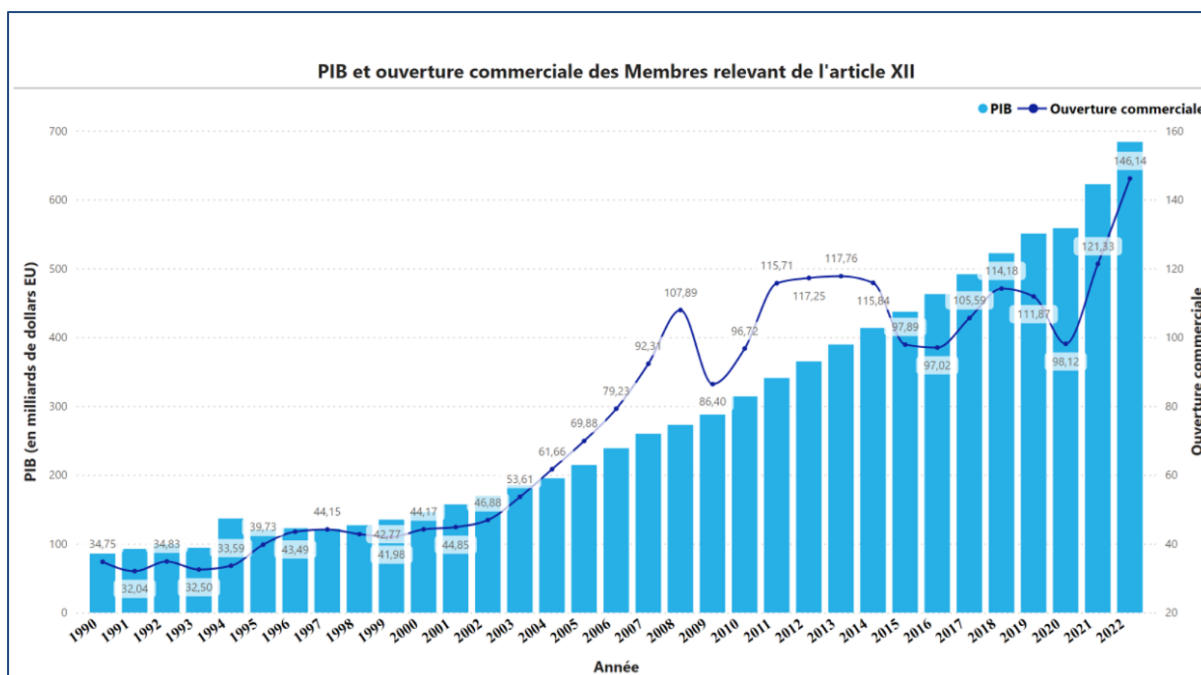
⁶⁹ [Rapport sur le commerce mondial 2023, chapitre B](#).

⁷⁰ *Ibid.*

le partage des technologies environnementales, autant d'éléments qui sont essentiels pour faire face à la crise climatique.⁷¹

78. Enfin, l'ouverture commerciale peut jouer un rôle dans l'accroissement de la résilience. Le commerce contribue à garantir l'accès aux biens essentiels, tels que les vaccins et le matériel médical, tout en facilitant l'adaptation des économies importatrices de produits alimentaires, ce qui favorise la sécurité alimentaire, deux éléments particulièrement importants dans le contexte de la polycrise décrite dans le Rapport sur le commerce mondial. L'ouverture commerciale a également contribué à réduire la volatilité macroéconomique de certaines économies au cours des 50 dernières années.⁷² L'ouverture du commerce mondial permet aussi de réduire la probabilité de conflits militaires entre États, ce qui s'applique davantage pour les pays très éloignés les uns des autres que pour ceux qui ont une frontière commune.⁷³

Figure 3: Ouverture commerciale des Membres relevant de l'article XII au fil du temps

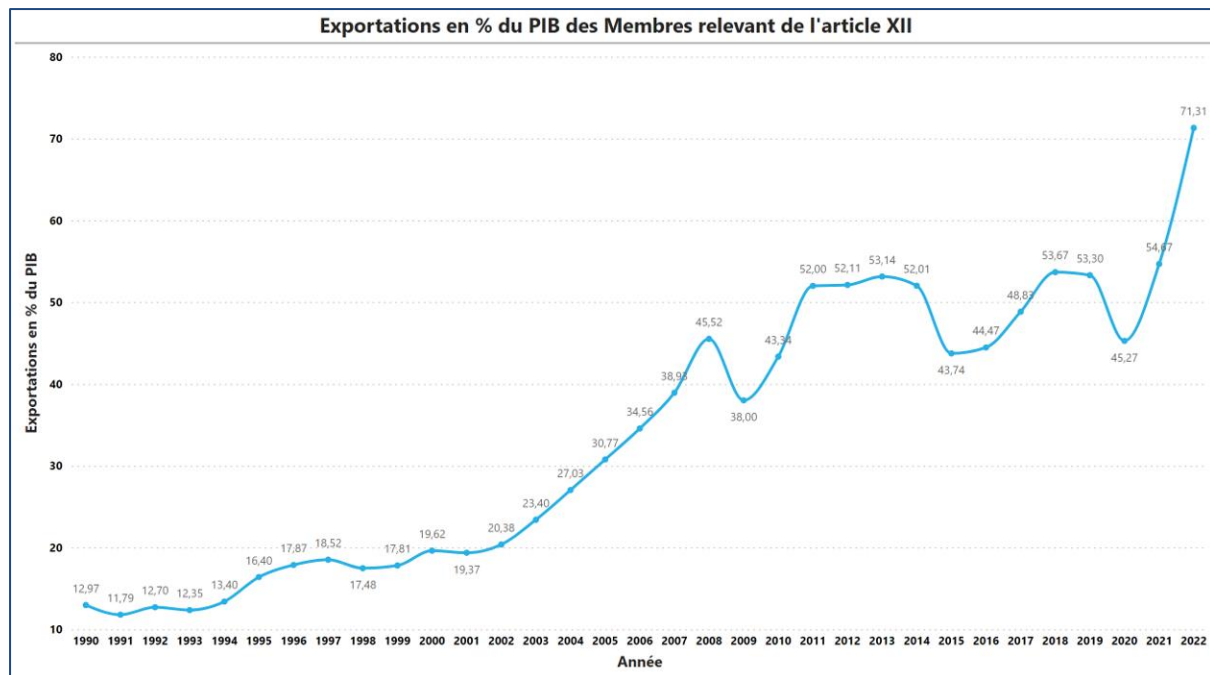


Source: OMC (importations et exportations) et Banque mondiale (PIB).

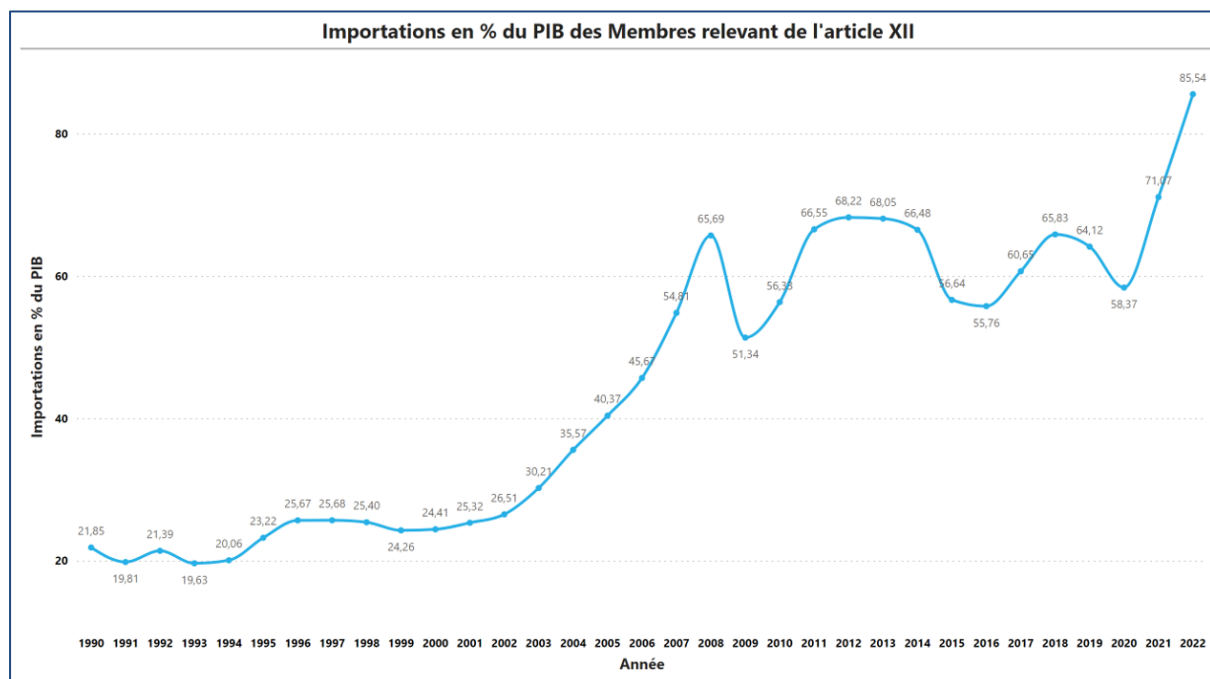
⁷¹ *Ibid.*

⁷² Voir Caselli, F., Koren, M., Lisicky, M. et Tenreyro, S. (2020), "Diversification Through Trade", *The Quarterly Journal of Economics* 135(1), pages 449 à 502.

⁷³ Voir Lee, J.-W. et Pyun, J. H. (2016), "Does Trade Integration Contribute to Peace?", *Review of Development Economics* 20(1), pages 327 à 344.

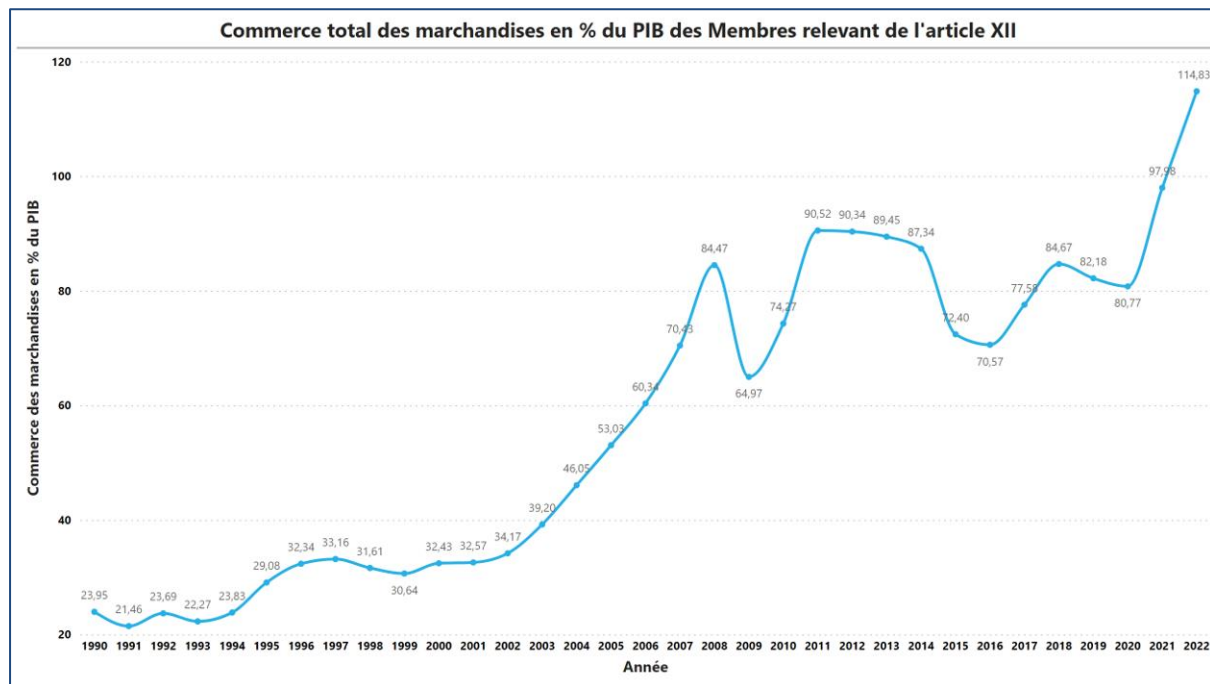
Figure 4: Exportations en pourcentage du PIB des Membres relevant de l'article XII

Source: OMC (importations et exportations) et Banque mondiale (PIB).

Figure 5: Importations en pourcentage du PIB des Membres relevant de l'article XII

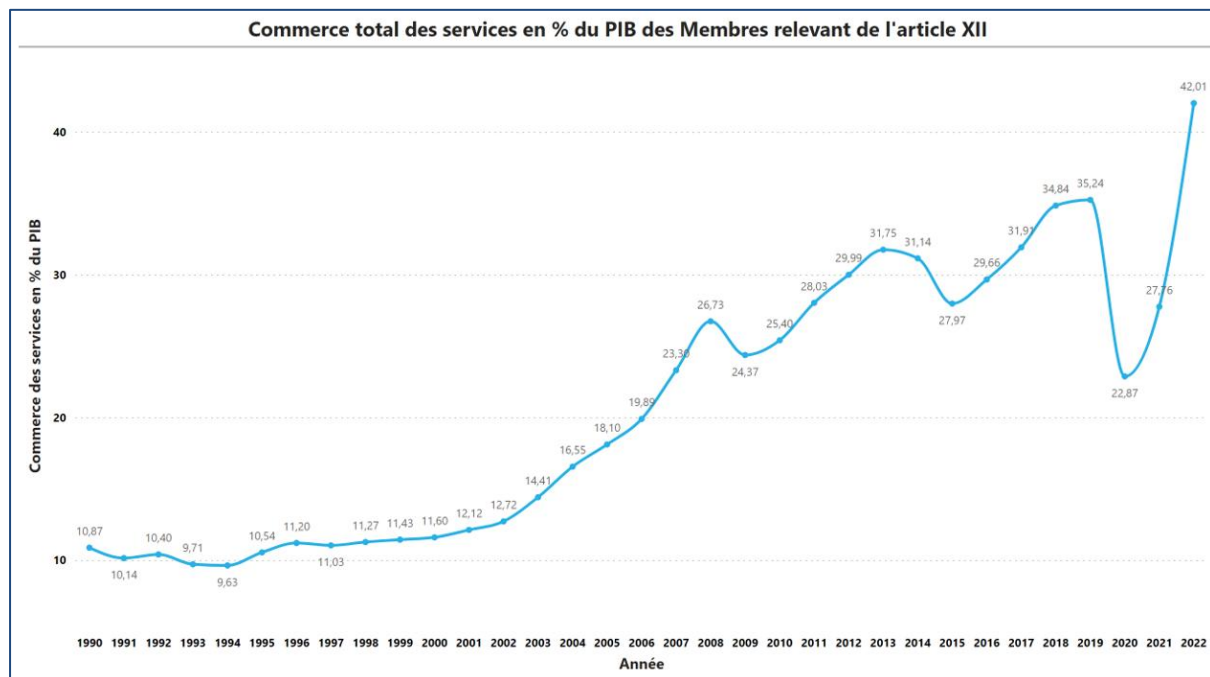
Source: OMC (importations et exportations) et Banque mondiale (PIB).

Figure 6: Commerce des marchandises en pourcentage du PIB des Membres relevant de l'article XII⁷⁴



Source: OMC (importations et exportations) et Banque mondiale (PIB).

Figure 7: Commerce des services en pourcentage du PIB des Membres relevant de l'article XII

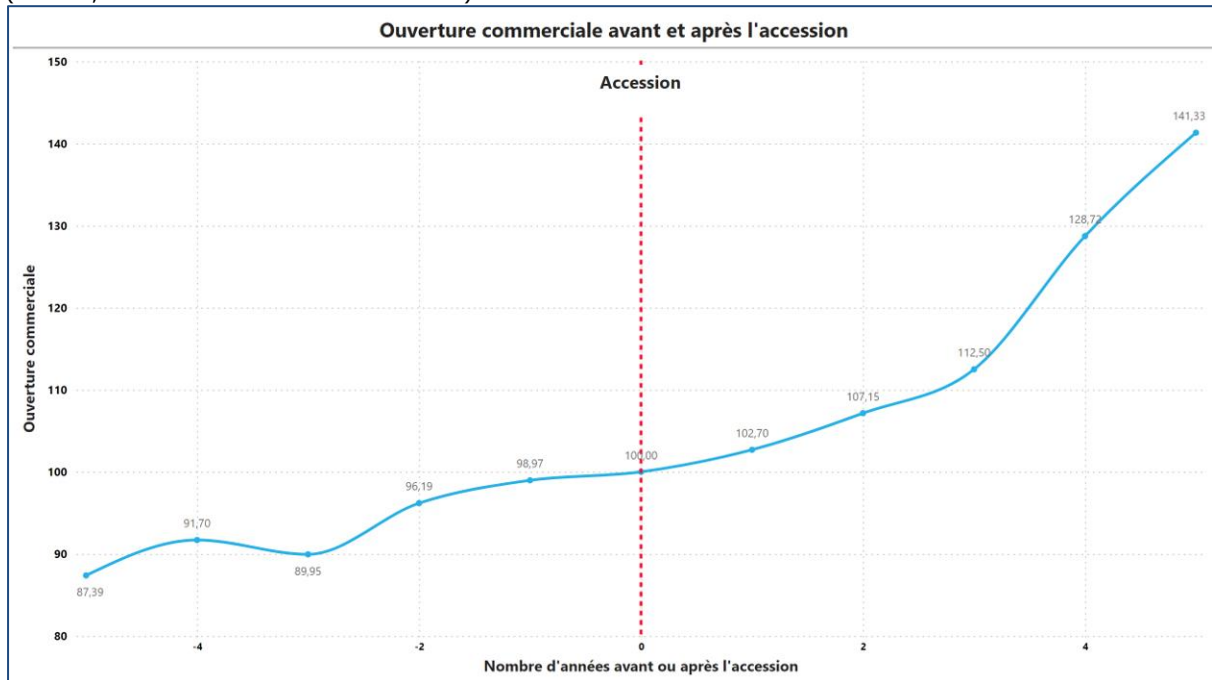


Source: OMC (importations et exportations) et Banque mondiale (PIB).

⁷⁴ La version originale en anglais du présent document a été republiée le 27 mars 2024 pour corriger le graphique de la figure 6.

Figure 8: Ouverture commerciale des Membres relevant de l'article XII avant et après l'accession

(Indices, année d'accession à l'OMC = 100)



Source: OMC (importations et exportations) et Banque mondiale (PIB).

VI. PROGRAMME "LE COMMERCE AU SERVICE DE LA PAIX"

79. Le Programme "Le commerce au service de la paix" est mis en œuvre à travers ses quatre piliers: 1) engagement politique et partenariats institutionnels; 2) sensibilisation et dialogue; 3) recherche; et 4) formation et renforcement des capacités. Les activités menées dans le cadre de ces piliers sont publiées à intervalles réguliers au moyen de communiqués de presse de l'OMC et des comptes de l'OMC sur les réseaux sociaux, dont X (anciennement Twitter) et LinkedIn. Pendant la période considérée, 6 communiqués de presse et 43 tweets ont été publiés pour tenir régulièrement le public informé des activités liées au Programme.

1. PILIER 1: ENGAGEMENT POLITIQUE ET PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

80. Les activités menées en 2023 dans le cadre de l'initiative pour les jeunes intitulée "Futurs leaders du commerce au service de la paix" incluaient la rencontre éclair organisée au titre du Programme sur le thème "Rencontre entre les futurs leaders du commerce et de la paix"⁷⁵ (27 février) et deux épisodes de podcast, faisant intervenir des jeunes des communautés travaillant pour le commerce et la paix. Ces activités visaient à: i) sensibiliser à la réalité de l'implication des jeunes dans les conflits et au rôle qu'ils peuvent jouer dans la consolidation de la paix par l'intermédiaire du commerce; ii) fournir un espace pour recueillir la parole des jeunes engagés dans des efforts de consolidation de la paix par l'intermédiaire du commerce; et iii) favoriser la créativité et les solutions novatrices pour le commerce et la paix.

2. PILIER 2: SENSIBILISATION ET DIALOGUE

81. En 2023, le Secrétariat a organisé cinq activités de sensibilisation visant à approfondir la compréhension du lien entre le commerce et la paix. Ces activités étaient les suivantes: i) Le point de vue du Programme "Le commerce au service de la paix" sur l'autonomisation des femmes dans

⁷⁵ "Les futurs leaders se penchent sur les moyens d'accroître l'engagement des jeunes en faveur du commerce au service de la paix dans le monde entier"
https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/tfp_27feb23_f.htm.

les États fragiles et touchés par des conflits⁷⁶ (31 mars); ii) édition 2023 du Programme d'été des organisations internationales, organisée par le Centre suisse LEDECO et l'Université centrale de la finance et de l'économie – Exposé sur l'OMC, le commerce au service de la paix et le rôle de la Chine (23 juin); iii) Indice mondial de la paix 2023 – "Mesurer le niveau de paix dans un monde interconnecté et instable"⁷⁷ (20 juillet); iv) Forum public 2023 de l'OMC – Le commerce au service de la paix: conversation avec des négociateurs (13 septembre); et v) Exposé sur l'OMC, le commerce au service de la paix et le rôle de la Chine présenté à l'Université de commerce international et d'économie (26 septembre).

82. En 2023, le podcast sur le commerce au service de la paix⁷⁸ a proposé deux épisodes faisant intervenir trois invités dans le cadre de la série Jeunesse (pilier 1). Au 29 novembre 2023, les épisodes avaient été téléchargés 5 554 fois par des auditeurs de 100 pays.

3. PILIER 3: RECHERCHE

83. En 2023, les projets de recherche ci-après ont été développés: i) publication sur le commerce au service de la paix, ii) rapport sur le commerce au service de la paix, iii) projet de recherche sur les liens entre le commerce et les négociations et accords de paix, et iv) projet de conseil sur les études de cas relatives au commerce au service de la paix avec l'Université de Saint-Gall.

84. La première publication sur le commerce au service de la paix a été étoffée et retravaillée en 2023, dans le cadre d'un processus d'examen mené par le Comité de sélection. Elle comprendra environ 15 articles explorant le lien entre le commerce et la paix à travers des thèmes transversaux, y compris la relation avec le genre, les PME, la stabilité macroéconomique et le développement. Elle inclura également des contributions de plusieurs partenaires institutionnels, dont le Fonds monétaire international (FMI), le Centre du commerce international (ITC), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ainsi que des experts indépendants et des universitaires. La publication devrait paraître en 2024, après un événement de lancement organisé dans le cadre de la douzième Table ronde de la Chine sur les accessions à l'OMC tenue en marge de la CM13.

85. Le rapport sur le commerce au service de la paix, élaboré en collaboration avec l'Institute for Economics and Peace (IEP), vise à analyser la relation entre divers indicateurs liés au commerce et à la paix afin de mesurer la contribution du commerce à la paix. En 2023, les travaux ont porté sur l'ajustement de la méthodologie et la sélection des indicateurs pour l'analyse. Plus particulièrement, cette phase préliminaire était axée sur les profils de pays et a permis de montrer comment le commerce favorisait la paix dans certains États fragiles et touchés par des conflits. Cette étape a servi de base avant l'élargissement de la portée de l'analyse.

86. Un projet de recherche sur les liens entre le commerce et les négociations et accords de paix a été mis au point en partenariat avec le [TradeLab International Economic Law Clinic de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève](#). Les travaux de recherche, menés entre septembre 2023 et février 2024, ont permis de dresser un panorama couvrant plus de 168 accords de paix et 122 accords commerciaux, mais aussi d'identifier 1 414 dispositions liées au commerce et à la paix dans ces accords et de les classer. L'analyse a montré que, depuis les années 1990, ces sujets apparaissaient de plus en plus dans les dispositions des deux types d'accords. Le rapport, qui s'appuie sur des entretiens avec des experts des négociations en matière de paix et de commerce, offre des conseils pratiques aux négociateurs commerciaux et aux médiateurs de paix qui souhaitent mettre le commerce au service de la paix dans la pratique.

87. En collaboration avec l'[Université de Saint-Gall](#) (HSG) et le professeur Simon Evenett, le projet de conseil OMC-HSG⁷⁹ a été lancé à l'automne 2023. Quinze étudiants ont chacun rédigé une étude de cas de 2 000 à 3 000 mots sur un épisode spécifique de l'histoire au cours duquel il y a eu une

⁷⁶ "DGA Zhang: Les points de vue des femmes sont essentiels pour parvenir à une paix durable grâce au commerce" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/ddgxz_31mar23_f.htm.

⁷⁷ "Un groupe d'experts se penche sur le rôle que peut jouer le commerce afin de remédier aux fragilités et aux conflits mondiaux" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/ftp_20jul23_f.htm.

⁷⁸ Le podcast est disponible ici: [Trade for Peace | a podcast by Trade for Peace \(podbean.com\)](#).

⁷⁹ "L'OMC et l'Université de Saint-Gall lancent un projet de recherche sur le commerce au service de la paix" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/ftp_28sep23_f.htm.

interaction entre le commerce et la paix. Ces études de cas ont été présentées à l'OMC⁸⁰ et ont permis de constituer un corpus de connaissances fondamentales sur le lien entre le commerce et la paix, qui pourrait contribuer à éclairer l'élaboration de politiques.

88. D'autres projets de recherche sont en cours, notamment un projet sur le recours à des mesures de politique commerciale pendant et après un conflit, qui, en 2023, était au stade de la sélection et du suivi des données.

4. PILIER 4: FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

89. En septembre, le deuxième cours de niveau master sur le commerce au service de la paix⁸¹ a eu lieu dans le cadre du master en développement international (MINT) à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève. Suite aux réactions positives suscitées par le premier cours organisé en 2022, un deuxième cours a été proposé au semestre d'automne de l'année académique 2023-2024. Dans ce cadre, 19 éminents universitaires et praticiens travaillant dans les domaines du commerce, de la paix, du développement et des affaires humanitaires ont donné 14 conférences, dont une table ronde finale qui s'est tenue à l'OMC et au cours de laquelle les étudiants ont pu échanger et discuter directement avec des experts et des décideurs politiques.⁸² Dix-neuf étudiants de diverses disciplines de l'Institut de hautes études internationales et du développement se sont inscrits au cours.

⁸⁰ "L'OMC accueille l'atelier de clôture d'un projet de recherche de l'Université de Saint-Gall sur le commerce au service de la paix" https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/tfp_05dec23_f.htm.

⁸¹ Le programme complet est disponible à l'adresse suivante: [T4P MINT Course Syllabus \(wto.org\)](https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/tfp_05dec23_f.htm).

⁸² "Le deuxième cours interdisciplinaire de master sur le commerce au service de la paix s'achève avec succès" https://www.wto.org/french/news_f/archive_f/tfp_arc_f.htm.

ANNEXE 1 – INDICATEURS DES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LA DIVISION DES ACCESSIONS (2019-2023)

	2019	2020	2021		2022		2023**			
	Membres et accessions									
Nouveau Membre de l'OMC	0	0	0		0		0			
Gouvernement accédant	22	23	23		24		24			
	Réunions et missions sur des questions liées aux accessions									
Réunions des groupes de travail	4	4	3		4		9			
GIA	8	6	4		0		0			
GIGA	7	5	5		6		4			
Groupe g7+ des accessions à l'OMC	-	-	16		5		3			
Assistance technique et sensibilisation	20	27	45		59*		40			
Missions	17	3	1		5		15			
Programme "Le commerce au service de la paix"	-	-	30		48		12			
Couverture médiatique		Accessions	T4P	Accessions	T4P	Accessions	T4P	Accessions	T4P	
Communiqués de presse	12	15	5	11	10	16	5	23	6	
Tweets	100	243	-	169	158	192	134	256	43	
	Documents produits								Accessions	T4P
Bulletin d'information	7	6	4		3		3	3	0	

* Méthode de comptage: toutes les activités de 2022, y compris les sessions spécifiques portant sur différents thèmes

** Fin de la période considérée: 29 février 2024

Source: Données internes de la Division des accessions.

ANNEXE 2 – PROFIL ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL DES GOUVERNEMENTS ACCÉDANTS ET DES MEMBRES RELEVANT DE L'ARTICLE XII

Tableau 2-1: Gouvernements accédants

Gouvernement accédant	Population ¹ (milliers)	PIB ² (millions d'USD)	PIB par habitant ³ (USD)	Commerce par habitant ³ (USD)	Commerce en % du PIB ³	Exportations de marchandises ² (millions d'USD)	Importations de marchandises ² (millions d'USD)	Exportations de services commerciaux ² (millions d'USD)	Importations de services commerciaux ² (millions d'USD)
Algérie	44 903,23	195 415	3 771	1 000	26,50	60 924	39 027	3 523	7 677
Andorre	79,82	3 352,03	41 992,77			n.d.			
Azerbaïdjan	10 141,76	69 906	5 496	2 314	42,10	38 147	14 540	6 370	7 688
Bahamas	409,98	73 120	7 221	9 744	33,50	838	3 754	3 624	1 789
Bélarus	9 228,07	72 793,46	7 888	4 570	63,30	22 793	38 655	9 191	5 031
Bhoutan	782,46	2 642	3 324	1 348	40,60	724	1 511	20	198
Bosnie-Herzégovine	3 233,53	24 473,91	6 643	3 152	47,50	9 674	15 377	2 833	899
Comores, Union des*	836,77	1 233	1 347	272	20,20	54	348	100	155
Curaçao	150		n.d.			553	2 023	1 548	851
Éthiopie*	123 379,92	120 369	1 035	147	14,20	3 970	18 663	6 821	7 447
Guinée équatoriale	1 674,91	16 451	8 912	3 147 ⁴	37,20 ⁴	7 500	2 800	181 ⁵	1 048 ⁵
Iran	88 550,57	352 213	3 288	783	23,80	77 200	55 446	6 345	11 400
Iraq	44 496,12	270 364	5 230	1 726	33	138 291	87 216	5 916	23 194
Libye	6 812,34	44 066	6 456	3 132 ⁴	32,10 ⁴	37 686	29 634	201 ⁵	3 258 ⁵
Ouzbékistan	35 648,10	80 418	2 027	670	33,10	15 287	28 264	4 806	7 277
République arabe syrienne	22 125,25	60 043 ⁷	2 642 ⁷	867 ⁷	32,80 ⁷	4 514	5 846	2 434 ⁸	2 818 ⁸
République libanaise	5 489,74	24 494 ⁵	6 343 ⁵	3 042 ⁴	48 ⁴	4 370	19 503	5 821 ⁶	4 738 ⁶
Sao Tomé-et-Principe*	227,38	552	2 335	544	23,30	22	196	46	47
Serbie	6 664,45	70 909	9 088	5 244	57,70	29 058	41 148	11 593	9 109
Somalie*	17 597,51				n.d.			635	2 088
Soudan*	46 874,20	49 423	868	180	20,70	4 357	11 095	1 522	1 386
Soudan du Sud*	10 913,16	7 871	450	263	58,40	873	1 255	318	1 713
Timor-Leste*	1 341,30	3 659	2 341	972	41,50	473	934	44	526
Turkménistan	6 430,77	78 003	10 598		n.d.	13 226	3 250		n.d.

Tableau 2-2: Membres relevant de l'article XII

Membre relevant de l'article XII	Population ¹ (milliers)	PIB ² (millions d'USD)	PIB par habitant ² (USD)	Commerce par habitant ³ (USD)	Commerce en % du PIB ³	Exportations de marchandises ² (millions d'USD)	Importations de marchandises ² (millions d'USD)	Exportations de services commerciaux ² (millions d'USD)	Importations de services commerciaux ² (millions d'USD)
Afghanistan*	41 128,77	20 136 ⁵	593	136	23	992	5 762	597 ⁵	1 042 ⁵
Albanie	2 777,69	18 509	6 032	2 228	36,9	4 309	8 399	4 962	2 466
Arabie saoudite	36 408,82	1 108 149	26 088	7 325	28,1	411 184	189 877	31 269	70 078
Arménie	2 780,47	19 503	5 177	2 232	43,1	5 360	8 769	4 139	2 510
Bulgarie	6 465,097	89 115	11 851	7 304	61,6	50 239	58 049	12 474	6 890
Cabo Verde	593,149	2 224	3 673	1 489	40,5	46	882	542	232
Cambodge*	16 767,84	28 544	1 703	1 646	96,6	22 472	29 805	2 246	2 730
Chine	1 412 175	18 100 044	11 970	2 214	18,5	3 593 523	2 716 151	422 333	461 450
Croatie	3 855,6	71 019	16 763	8 999	53,7	25 306	44 301	20 925	5 953
Équateur	18 001	116 360	6 041	1 610	26,6	32 658	33 049	2 757	5 452
Estonie	1 348,84	38 131	26 720	20 887	78,2	22 405	26 228	11 359	8 790
Fédération de Russie	144 236,93	2 215 294	12 731	2 986	23,5	588 328	280 353	48 286	69 728
Géorgie	3 712,50	24 606	5 306	2 809	52,9	5 583	13 548	5 568	2 920
Jordanie	11 285,87	48 836	4 513	1 881	41,7	12 380	27 290	7 832	5 574
Kazakhstan	19 621,97	225 784	10 220	3 175	31,1	84 663	49 586	7 694	9 264
Lettonie	1 879,38	42 225	20 483	13 452	65,7	24 121	29 497	7 338	5 034
Libéria*	5 302,68	3 974	677	228	33,7	1 058	1 528	12	206
Lituanie	2 831,64	70 523	23 037	18 174	78,9	46 340	54 938	18 249	11 899
Macédoine du Nord	2 057,68	13 671	6 427	4 789	74,5	8 727	12 755	2 426	15,77
Moldova	2 538,89	14 410	5 105	2 388	46,8	4 335	9 219	2 228	1 329
Mongolie	3 398,37	16 833	4 441	2 748	61,9	12 540	8 704	1 132	3 465
Monténégro	617,21	6 104	8 979	4 805	53,5	742	3 704	2 337	1 006
Népal*	30 547,58	40 149	1 231	279	22,7	1 296	13 735	1 138	1 967
Oman	4 576,3	114 667	20 354	9 949	48,9	66 456	38 704	2 787	10 607
Panama	4 408,58	71 966	14 568	3 659	43,6	15 278	29 249	15 870	5 896
RDP lao*	7 529,48	15 304	2 356	967	41,1	8 198	7 244	405	528
République kirghize	6 974,9	11 052	1 382	737	53,3	2 187	9 629	1 267	1 348
Samoa	222,38	832	4 245	1 410	33,2	42	440	130	102
Seychelles	119,89	1 926	15 799	17 954	113,6	537	1 364	1 665	952
Tadjikistan	9 952,79	10 467	951	310	32,6	2 142	5 167	134	678
Taipei chinois	n.d.	761 691	31 459	18 241	58	477 778	435 835	58 181	44 619

Membre relevant de l'article XII	Population ¹ (milliers)	PIB ² (millions d'USD)	PIB par habitant ² (USD)	Commerce par habitant ³ (USD)	Commerce en % du PIB ³	Exportations de marchandises ² (millions d'USD)	Importations de marchandises ² (millions d'USD)	Exportations de services commerciaux ² (millions d'USD)	Importations de services commerciaux ² (millions d'USD)
Tonga	106,86	498	4 860	1 864	38,4	14	245	42	104
Ukraine	38 000	151 502	4 334	1 805	41,6	44 376	55 237	15 626	24 331
Vanuatu	326,74	1 001	3 149	1 522 ¹⁰	50,9 ¹⁰	61	484	29 ⁶	197 ⁶
Viet Nam	98 186,86	406 452	3 798	2 359 ¹¹	100,0 ¹¹	371 288	359 148	12 604	25 294
Yémen*	33 696,61	20 645	572	254 ¹²	18,5 ¹²	903	5 312	179 ⁹	1 351 ⁹

* Pays les moins avancés (PMA)

n.d. Aucune donnée disponible.

Source: Portail statistique de l'OMC (consulté en janvier 2024), sauf indication contraire. En ce qui concerne les dates d'accession des Membres relevant de l'article XII et les dates d'établissement des groupes de travail pour les gouvernements accédants, voir respectivement l'annexe 2 et l'annexe 3.

¹ Pour l'année 2022. Source: Banque mondiale, "Population: Tous les pays et économies", disponible à l'adresse <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL> (consulté en janvier 2024).

² Pour 2022, sauf indication contraire.

³ Pour la période 2020-2022, sauf indication contraire.

⁴ Pour la période 2018-2020.

⁵ Pour 2020.

⁶ Pour 2021.

⁷ Pour 2010.

⁸ Pour 2011.

⁹ Pour 2018.

¹⁰ Pour la période 2015-2017.

¹¹ Pour la période 2016-2018.

¹² Pour la période 2014-2016.

ANNEXE 3 – TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ACCESSIONS EN COURS

	Pays	Demande	Établissement du Groupe de travail	Aide-mémoire	Première réunion du Groupe de travail	Dernière* réunion du Groupe de travail	Nombre de réunions du Groupe de travail	Offre pour les marchandises		Offre pour les services		Projet de rapport du Groupe de travail**
								Offre initiale	Dernière offre*	Offre initiale	Dernière offre*	
1.	Algérie	06/1987	06/1987	07/1996	04/1998	03/2014	12	03/2002	11/2013	03/2002	10/2013	02/2014
2.	Andorre	07/1997	10/1997	03/1999	10/1999	-	1	09/1999	-	09/1999	-	-
3.	Azerbaïdjan	06/1997	07/1997	04/1999	06/2002	07/2023	15	05/2005	04/2023	05/2005	02/2015	05/2023
4.	Bahamas	05/2001	07/2001	04/2009	09/2010	04/2019	4	03/2012	08/2018	03/2012	08/2018	12/2018 (RF)
5.	Bélarus	09/1993	10/1993	01/1996	12/1997	07/2019	7	03/1998	05/2004	02/2000	09/2006	01/2020
6.	Bhoutan	09/1999	10/1999	02/2003	11/2004	01/2008	4	08/2005	08/2023	08/2005	11/2023	08/2023
7.	Bosnie-Herzégovine	05/1999	07/1999	10/2002	11/2003	02/2018	9	10/2004	02/2007	10/2004	02/2007	10/2017
8.	Comores	02/2007	10/2007	10/2013	12/2016	01/2024	10	10/2016	04/2017	10/2016	04/2017	12/2023
9.	Curaçao	10/2019	03/2020	09/2021	-	-	-	-	-	-	-	-
10.	Guinée équatoriale	02/2007	02/2008	12/2022	-	-	-	-	-	-	-	-
11.	Éthiopie	01/2003	02/2002	01/2007	05/2008	01/2020	4	02/2012	02/2024	12/2019	12/2019	12/2019 (RF)
12.	Iran	09/1996	05/2005	11/2009	-	-	-	-	-	-	-	-
13.	Iraq	09/2004	12/2004	09/2005	04/2007	04/2008	2	03/2024	03/2024	03/2024	03/2024	07/2022 (RF)
14.	République libanaise	02/1999	04/1999	06/2001	10/2002	10/2009	7	11/2003	06/2004	12/2003	06/2004	04/2017
15.	Libye	12/2001	07/2004	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16.	Sao Tomé-et-Principe	02/2005	05/2005	-	-	-	-	-	-	-	-	-
17.	Serbie	12/2004	02/2005	03/2005	10/2005	06/2013	11	04/2006	11/2008	10/2006	11/2008	10/2012
18.	Somalie	12/2015	12/2016	05/2022	-	-	-	-	-	-	-	-
19.	Soudan du Sud	12/2017	12/2017	12/2018	03/2019	03/2019	1	-	-	-	-	-
20.	Soudan	11/1994	10/1994	01/1999	07/2003	07/2021	5	07/2004	05/2021	06/2004	06/2021	06/2021 (RF)
21.	République arabe syrienne	10/2001	05/2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22.	Timor-Leste	04/2015	12/2016	06/2017	10/2020	01/2024	7	05/2021	06/2022	06/2021	06/2022	12/2023
23.	Turkménistan	11/2021	02/2022	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24.	Ouzbékistan	12/1994	12/1994	10/1998	07/2002	11/2023	7	09/2005	06/2023	09/2005	11/2021	08/2023 (RF)

* À la date du présent document.

** Résumé factuel le plus récent (RF), projet de rapport du Groupe de travail ou éléments d'un projet de rapport du Groupe de travail.

ANNEXE 4 – PRÉSIDENTS DES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION À L'OMC

Au 29 février 2024

N°	Gouvernement	Date d'établissement du Groupe de travail	Président(e) du Groupe de travail*
1.	Algérie	17 juin 1987	Vacant
2.	Andorre	22 octobre 1997	n.d.*
3.	Azerbaïdjan	16 juillet 1997	S.E. M. Alparslan ACARSOY (Türkiye)
4.	Bahamas	18 juillet 2001	S.E. Mme Nadia THEODORE (Canada)
5.	Bélarus	27 octobre 1993	En attente
6.	Bhoutan	6 octobre 1999	S.E. Mme Desirée SCHWEITZER (Autriche)
7.	Bosnie-Herzégovine	15 juillet 1999	S.E. Mme Anita PIPAN (Slovénie)
8.	Comores, Union des	9 octobre 2007	S.E. M. Omar ZNIBER (Maroc)
9.	Curaçao	3 mars 2020	S.E. M. Matthew WILSON (Barbade)
10.	Guinée équatoriale	5 février 2008	S.E. M. José R. SANCHEZ-FUNG (République dominicaine)
11.	Éthiopie	10 février 2003	Mme Rebecca FISHER LAMB (Royaume-Uni)
12.	Iran	26 mai 2005	En attente
13.	Iraq	13 décembre 2004	S.E. M. Saqer ABDULLAH ALMOQBEL (Royaume d'Arabie saoudite)
14.	République libanaise	14 avril 1999	M. Étienne OUDOT DE DAINVILLE (France)
15.	Libye	27 juillet 2004	n.d.*
16.	Sao Tomé-et-Principe	26 mai 2005	n.d.*
17.	Serbie	15 février 2005	S.E. Mme Margit SZÚCS (Hongrie)
18.	Somalie	7 décembre 2016	S.E. Mme Nina TORNBERG (Suède)
19.	Soudan du Sud	13 décembre 2017	S.E. M. Ahmed Ihab GAMALELDIN (Égypte)
20.	Soudan	25 octobre 1994	M. Naoki HIKOTA (Japon)
21.	République arabe syrienne	4 mai 2010	n.d.*
22.	Timor-Leste	7 décembre 2016	S.E. M. Rui MACIEIRA (Portugal)
23.	Turkménistan	23 février 2022	n.d.*
24.	Ouzbékistan	21 décembre 1994	S.E. M. Seong deok YUN (République de Corée)

* Le président est nommé après la distribution par le gouvernement accédant d'un aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur.

ANNEXE 5 – ACCESSIONS NÉGOCIÉES AU TITRE DE L'ARTICLE XII

Gouvernement*	Date d'accession	Rapport du Groupe de travail	Liste de marchandises	Liste de services	Protocole d'accession	Décision du Conseil général
1. Équateur	21/01/1996	WT/L/77 et Corr.1	Add.1 et Corr.1, 2	Add.2	WT/ACC/ECU/6	WT/ACC/ECU/5
2. Bulgarie	01/12/1996	WT/ACC/BGR/5 et Corr.1	Add.1	Add.2	WT/ACC/BGR/7	WT/ACC/BGR/6
3. Mongolie	29/01/1997	WT/ACC/MNG/9 et Corr.1	Add.1 et Corr.1	Add.2	WT/ACC/MNG/11	WT/ACC/MNG/10
4. Panama	06/09/1997	WT/ACC/PAN/19 et Corr.1	Add.1	Add.2	WT/ACC/PAN/21	WT/ACC/PAN/20
5. République kirghize	20/12/1998	WT/ACC/KGZ/26 et Corr.1	Add.1	Add.2	WT/ACC/KGZ/29	WT/ACC/KGZ/28
6. Lettonie	10/02/1999	WT/ACC/LVA/32	Add.1 et Corr.1	Add.2	WT/ACC/LVA/35	WT/ACC/LVA/34
7. Estonie	13/11/1999	WT/ACC/EST/28	Add.1	Add.2 et Corr.1	WT/ACC/EST/30	WT/ACC/EST/29
8. Jordanie	11/04/2000	WT/ACC/JOR/33 et Corr.1	Add.1	Add.2	WT/ACC/JOR/35	WT/ACC/JOR/34
9. Géorgie	14/06/2000	WT/ACC/GEO/31	Add.1	Add.2	WT/ACC/GEO/33	WT/ACC/GEO/32
10. Albanie	08/09/2000	WT/ACC/ALB/51 et Corr.1	Add.1	Add.2 et Corr.1, 2	WT/ACC/ALB/53 et Corr.1	WT/ACC/ALB/52 et Corr.1
11. Oman	09/11/2000	WT/ACC/OMN/26	Add.1	Add.2	WT/ACC/OMN/28	WT/ACC/OMN/27
12. Croatie	30/11/2000	WT/ACC/HRV/59	Add.1	Add.2 et Corr.1, 2	WT/ACC/HRV/61	WT/ACC/HRV/60
13. Lituanie	31/05/2001	WT/ACC/LTU/52	Add.1 et Corr.1	Add.2	WT/ACC/LTU/54	WT/ACC/LTU/53
14. Moldova	26/07/2001	WT/ACC/MOL/37 et Corr.1-4	Add.1	Add.2	WT/ACC/MOL/40	WT/ACC/MOL/39
15. Chine	11/12/2001	WT/ACC/CHN/49 et Corr.1	Add.1	Add.2	WT/L/432	WT/L/432
16. Taipei chinois	01/01/2002	WT/MIN(01)/3 WT/ACC/TPKM/18 WT/MIN(01)/4	Add.1 Add.1 Add.1	Add.2 Add.2 Add.2	WT/L/433	WT/L/433
17. Arménie	05/02/2003	WT/ACC/ARM/23 et Corr.1	Add.1	Add.2	WT/L/506	WT/L/506
18. Macédoine du Nord	04/04/2003	WT/ACC/807/27	Add.1	Add.2	WT/L/494	WT/L/494
19. Népal	23/04/2004	WT/ACC/NPL/16	Add.1	Add.2	WT/MIN(03)/19	WT/MIN(03)/19
20. Cambodge	13/10/2004	WT/ACC/KHM/21	Add.1	Add.2	WT/MIN(03)/18	WT/MIN(03)/18
21. Arabie saoudite, Royaume d'	11/12/2005	WT/ACC/SAU/61	Add.1	Add.2	WT/L/627	WT/L/627
22. Viet Nam	11/01/2007	WT/ACC/VNM/48	Add.1	Add.2	WT/L/662	WT/L/662
23. Tonga	27/07/2007	WT/ACC/TON/17 WT/MIN(05)/4	Add.1	Add.2	WT/L/644	WT/L/644
24. Ukraine	16/05/2008	WT/ACC/UKR/152	Add.1	Add.2	WT/L/718	WT/L/718
25. Cabo Verde	23/07/2008	WT/ACC/CPV/30	Add.1	Add.2	WT/L/715	WT/L/715
26. Monténégro	29/04/2012	WT/ACC/CGR/38 WT/MIN(11)/7	Add.1	Add.2	WT/L/841	WT/MIN(11)/28 WT/L/841
27. Samoa	10/05/2012	WT/ACC/SAM/30 WT/MIN(11)/1	Add.1	Add.2	WT/L/840	WT/MIN(11)/27 WT/L/840
28. Fédération de Russie	22/08/2012	WT/ACC/RUS/70 WT/MIN(11)/2	Add.1	Add.2	WT/L/839	WT/MIN(11)/24 WT/L/839
29. Vanuatu	24/08/2012	WT/ACC/VUT/17	Add.1	Add.2	WT/L/862	WT/L/823
30. République démocratique populaire lao	02/02/2013	WT/ACC/LAO/45	Add.1	Add.2	WT/L/865	WT/L/865

Gouvernement*	Date d'accession	Rapport du Groupe de travail	Liste de marchandises	Liste de services	Protocole d'accession	Décision du Conseil général
31. Tadjikistan	02/03/2013	WT/ACC/TJK/30	Add.1	Add.2	WT/L/872	WT/L/872
32. Yémen	26/06/2014	WT/ACC/YEM/42	Add.1	Add.2	WT/MIN(13)/24 WT/L/905	WT/MIN(13)/24 WT/L/905
33. Seychelles	26/04/2015	WT/ACC/SYC/64	Add.1	Add.2	WT/L/944	WT/L/944
34. Kazakhstan	30/11/2015	WT/ACC/KAZ/93	Add.1	Add.2	WT/L/957	WT/L/957
35. Libéria	14/07/2016	WT/ACC/LBR/23	Add.1	Add.2	WT/MIN(15)/38 WT/L/973	WT/MIN(15)/38 WT/L/973
36. Afghanistan	29/07/2016	WT/ACC/AFG/36	Add.1	Add.2	WT/MIN(15)/39 WT/L/974	WT/MIN(15)/39 WT/L/974

* Classement en fonction de la date d'accession.

ANNEXE 6 – CALENDRIER DES ACCESSIONS ACHÉVÉES

	Équateur		Bulgarie		Mongolie		Panama		République kirghize	
	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire
Demande	09/1992		09/1986		07/1991		08/1991		02/1996	
Établissement du Groupe de travail	10/1992		02/1990		10/1991		10/1991		04/1996	
Aide-mémoire	05/1993		07/1993		01/1992		06/1993		08/1996	
Première réunion du Groupe de travail	07/1993	2 mois	07/1993	1 mois	06/1993	1 an et 5 mois	04/1994	10 mois	03/1997	7 mois
Projet de rapport du Groupe de travail	10/1994	1 an et 5 mois	05/1994	10 mois	12/1994	2 ans et 11 mois	05/1996	2 ans et 11 mois	04/1998	1 an et 8 mois
Adoption du rapport par le Groupe de travail	07/1995	2 ans et 2 mois	09/1996	2 ans et 2 mois	06/1996	4 ans et 5 mois	09/1996	2 ans et 3 mois	07/1998	1 an et 11 mois
Adoption du rapport par le Conseil	07/1995	2 ans et 2 mois	10/1996	3 ans et 3 mois	07/1996	4 ans et 6 mois	10/1996	3 ans et 4 mois	10/1998	2 ans et 2 mois
Accession	01/1996	2 ans et 8 mois	12/1996	3 ans et 5 mois	01/1997	5 ans	09/1997	4 ans et 3 mois	12/1998	2 ans et 4 mois
Temps total écoulé	3 ans et 4 mois		10 ans et 3 mois		5 ans et 6 mois		5 ans et 1 mois		2 ans et 10 mois	

	Lettonie		Estonie		Jordanie		Géorgie		Albanie	
	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire
Demande	11/1993		03/1994		01/1994		07/1996		11/1992	
Établissement du Groupe de travail	12/1993		03/1994		01/1994		07/1996		12/1992	
Aide-mémoire	08/1994		03/1994		10/1994		07/1997		01/1995	
Première réunion du Groupe de travail	03/1995	7 mois	11/1994	8 mois	10/1996	2 ans	03/1998	11 mois	04/1996	1 an et 3 mois
Projet de rapport du Groupe de travail	12/1996	2 ans et 4 mois	11/1998	4 ans et 8 mois	04/1999	4 ans et 6 mois	02/1999	1 an et 10 mois	07/1999	4 ans et 6 mois
Adoption du rapport par le Groupe de travail	09/1998	4 ans et 1 mois	04/1999	5 ans et 1 mois	11/1999	5 ans et 1 mois	10/1999	2 ans et 6 mois	07/2000	5 ans et 6 mois
Adoption du rapport par le Conseil	10/1998	4 ans et 2 mois	05/1999	5 ans et 2 mois	12/1999	5 ans et 2 mois	10/1999	2 ans et 6 mois	07/2000	5 ans et 6 mois
Accession	02/1999	4 ans et 6 mois	11/1999	5 ans et 8 mois	04/2000	5 ans et 6 mois	06/2000	3 ans et 2 mois	09/2000	5 ans et 8 mois
Temps total écoulé	5 ans et 3 mois		5 ans et 8 mois		6 ans et 4 mois		4 ans et 1 mois		7 ans et 10 mois	

	Oman		Croatie		Lituanie		Moldova		Chine	
	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire
Demande	04/1996		09/1993		01/1994		11/1993		07/1986	
Établissement du Groupe de travail	06/1996		10/1993		02/1994		12/1993		03/1987	
Aide-mémoire	06/1996		06/1994		12/1994		12/1996		02/1987	
Première réunion du Groupe de travail	04/1997	10 mois	04/1996	1 an et 10 mois	11/1995	11 mois	06/1997	6 mois	10/1987	8 mois
Projet de rapport du Groupe de travail	03/1999	2 ans et 9 mois	08/1998	2 ans et 2 mois	06/1997	2 ans et 6 mois	07/1999	2 ans et 7 mois	12/1994	7 ans et 10 mois
Adoption du rapport par le Groupe de travail	09/2000	4 ans et 3 mois	06/2000	6 ans	10/2000	5 ans et 10 mois	12/2000	4 ans	09/2001	14 ans et 7 mois
Adoption du rapport par le Conseil	10/2000	4 ans et 4 mois	07/2000	6 ans et 1 mois	12/2000	6 ans	05/2001	4 ans et 5 mois	11/2001	14 ans et 9 mois
Accession	11/2000	4 ans et 5 mois	11/2000	6 ans et 5 mois	05/2001	6 ans et 5 mois	07/2001	4 ans et 7 mois	12/2001	14 ans et 10 mois
Temps total écoulé	4 ans et 7 mois		7 ans et 2 mois		7 ans et 5 mois		7 ans et 4 mois		15 ans et 5 mois	

	Taïpei chinois		Arménie		Macédoine du Nord		Népal*		Cambodge*	
	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire
Demande	01/1992		11/1993		12/1994		05/1989		12/1994	
Établissement du Groupe de travail	09/1992		12/1993		12/1994		06/1989		12/1994	
Aide-mémoire	10/1992		04/1995		04/1999		08/1998		06/1999	
Première réunion du Groupe de travail	11/1992	1 mois	01/1996	9 mois	07/2000	1 an et 3 mois	05/2000	1 an et 9 mois	05/2001	1 an et 11 mois
Projet de rapport du Groupe de travail	03/1998	5 ans et 5 mois	03/1997	1 an et 11 mois	05/2002	2 ans et 11 mois	06/2003	4 ans et 10 mois	03/2003	3 ans et 9 mois
Adoption du rapport par le Groupe de travail	09/2001	8 ans et 11 mois	11/2002	6 ans et 7 mois	09/2002	3 ans et 5 mois	08/2003	5 ans	07/2003	4 ans et 1 mois
Adoption du rapport par le Conseil	11/2001	9 ans et 1 mois	12/2002	6 ans et 8 mois	10/2002	3 ans et 6 mois	09/2003	5 ans et 1 mois	09/2003	4 ans et 3 mois
Accession	01/2002	9 ans et 2 mois	02/2003	6 ans et 10 mois	04/2003	4 ans	04/2004	5 ans et 8 mois	10/2004	5 ans et 4 mois
Temps total écoulé	10 ans		9 ans et 3 mois		8 ans et 3 mois		14 ans et 11 mois		9 ans et 10 mois	

	Arabie saoudite		Viet Nam		Tonga		Ukraine		Cabo Verde*	
	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire
Demande	06/1993		01/1995		06/1995		11/1993		11/1999	
Établissement du Groupe de travail	07/1993		01/1995		11/1995		12/1993		07/2000	
Aide-mémoire	07/1994		09/1996		05/1998		07/1994		07/2003	
Première réunion du Groupe de travail	05/1996	1 an et 10 mois	07/1998	1 an et 10 mois	04/2001	2 ans et 11 mois	02/1995	7 mois	03/2004	8 mois
Projet de rapport du Groupe de travail	01/2000	5 ans et 6 mois	11/2004	8 ans et 2 mois	03/2003	4 ans et 10 mois	03/2004	9 ans et 8 mois	06/2005	1 an et 11 mois
Adoption du rapport par le Groupe de travail	10/2005	11 ans et 3 mois	10/2006	10 ans et 1 mois	11/2005	7 ans et 6 mois	01/2008	13 ans et 6 mois	12/2007	4 ans et 5 mois
Adoption du rapport par le Conseil	11/2005	11 ans et 4 mois	11/2006	10 ans et 2 mois	12/2005	7 ans et 7 mois	02/2008	13 ans et 7 mois	12/2007	4 ans et 5 mois
Accession	12/2005	11 ans et 5 mois	01/2007	10 ans et 4 mois	07/2007	9 ans et 2 mois	05/2008	13 ans et 10 mois	07/2008	5 ans
Temps total écoulé	12 ans et 6 mois		12 ans		12 ans et 1 mois		14 ans et 6 mois		8 ans et 8 mois	

	Monténégro		Samoa*		Fédération de Russie		Vanuatu*		RDP lao*	
	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire
Demande	12/2004		04/1998		06/1993		06/1995		07/1997	
Établissement du Groupe de travail	02/2005		07/1998		07/1993		07/1995		02/1998	
Aide-mémoire	03/2005		02/2000		03/1994		11/1995		03/2001	
Première réunion du Groupe de travail	10/2005	7 mois	03/2002	2 ans et 1 mois	07/1995	1 an et 4 mois	07/1996	8 mois	10/2004	3 ans et 7 mois
Projet de rapport du Groupe de travail	02/2008	2 ans et 11 mois	06/2003	3 ans et 4 mois	03/2002	8 ans et 10 mois	09/1999	3 ans et 10 mois	02/2012	10 ans et 11 mois
Adoption du rapport par le Groupe de travail	12/2011	6 ans et 9 mois	11/2011	11 ans et 7 mois	11/2011	17 ans et 8 mois	05/2011	15 ans et 6 mois	10/2012	11 ans et 7 mois
Adoption du rapport par le Conseil	12/2011	6 ans et 9 mois	12/2011	11 ans et 10 mois	12/2011	17 ans et 9 mois	10/2011	15 ans et 11 mois	10/2012	11 ans et 7 mois
Accession	04/2012	7 ans et 1 mois	05/2012	12 ans et 3 mois	08/2012	18 ans et 5 mois	08/2012	16 ans et 9 mois	02/2013	11 ans et 11 mois
Temps total écoulé	7 ans et 4 mois		14 ans et 1 mois		19 ans et 2 mois		17 ans et 2 mois		15 ans et 7 mois	

	Tadjikistan		Yémen*		Seychelles		Kazakhstan		Libéria*		Afghanistan*	
	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire	Date	Temps écoulé depuis la présentation de l'aide-mémoire
Demande	05/2001		04/2000		05/1995		01/1996		06/2007		11/2004	
Établissement du Groupe de travail	07/2001		07/2000		07/1995		02/1996		12/2007		12/2004	
Aide-mémoire	02/2003		11/2002		08/1996		09/1996		04/2011		03/2009	
Première réunion du Groupe de travail	03/2004	1 an 1 mois	11/2004	2 ans	02/1997	6 mois	03/1997	6 mois	07/2012	1 an et 3 mois	01/2011	1 an et 10 mois
Projet de rapport du Groupe de travail	06/2011	8 ans et 4 mois	12/2009	7 ans et 1 mois	09/2013	17 ans et 1 mois	05/2005	8 ans et 8 mois	03/2015	3 ans et 11 mois	06/2013	4 ans et 3 mois
Adoption du rapport par le Groupe de travail	11/2012	9 ans et 9 mois	10/2013	10 ans et 11 mois	11/2014	18 ans et 3 mois	06/2015	18 ans et 9 mois	10/2015	4 ans et 6 mois	11/2015	6 ans et 8 mois
Adoption du rapport par le Conseil	12/2012	9 ans et 10 mois	12/2013	11 ans et 1 mois	12/2014	18 ans et 4 mois	07/2015	18 ans et 10 mois	12/2015	4 ans et 8 mois	12/2015	6 ans et 9 mois
Accession	03/2013	10 ans et 1 mois	06/2014	11 ans et 7 mois	04/2015	18 ans et 8 mois	11/2015	19 ans et 2 mois	07/2016	5 ans et 3 mois	07/2016	7 ans et 4 mois
Temps total écoulé	11 ans et 10 mois		14 ans et 2 mois		19 ans et 11 mois		19 ans et 10 mois		9 ans et 1 mois		11 ans et 8 mois	

Moyenne générale (depuis l'établissement du Groupe de travail)	10 ans et 2 mois
Accessions de PMA	12 ans et 6 mois
Accessions de pays autres que des PMA	9 ans et 4 mois

* PMA. Cabo Verde, le Samoa et Vanuatu ont accédé à l'OMC en tant que PMA. Ils sont sortis de cette catégorie respectivement en 2007, 2014 et 2020.

ANNEXE 7 – DONNÉES SUR LES RÉSULTATS COMMERCIAUX

Tableau 7-1: Valeur du commerce des marchandises et variation annuelle, en pourcentage (1995-2022)

(Milliards de dollars et pourcentage)

		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Membres relevant de l'article XII	Valeur	857	911	975	899	941	1 208	1 194	1 360	1 746
	Variation annuelle (%)		6,2%	7,1%	-7,8%	4,6%	28,4%	-1,1%	13,9%	28,4%
Monde	Valeur	10 453	10 953	11 331	11 186	11 646	13 102	12 603	13 157	15 362
	Variation en glissement annuel (%)		4,8%	3,4%	-1,3%	4,1%	12,5%	-3,8%	4,4%	16,8%

(Milliards de dollars et pourcentage)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Membres relevant de l'article XII	Valeur	2 307	2 845	3 469	4 217	5 122	3 998	5 278	6 573	6 926	7 270
	Variation annuelle (%)	32,1%	23,3%	21,9%	21,5%	21,5%	-21,9%	32,0%	24,6%	5,4%	5,0%
Monde	Valeur	18 696	21 296	24 500	28 301	32 667	25 281	30 741	36 775	37 171	37 929
	Variation en glissement annuel (%)	21,7%	13,9%	15,1%	15,5%	15,4%	-22,6%	21,6%	19,6%	1,1%	2,0%

(Milliards de dollars et pourcentage)

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Membres relevant de l'article XII	Valeur	7 321	6 344	5 942	6 753	7 635	7 592	7 456	9 725	10 369
	Variation annuelle (%)	0,7%	-13,3%	-6,3%	13,6%	13,1%	-0,6%	-1,8%	30,4%	6,6%
Monde	Valeur	38 065	33 291	32 242	35 718	39 368	38 352	35 527	44 915	50 541
	Variation en glissement annuel (%)	0,4%	-12,5%	-3,2%	10,8%	10,2%	-2,6%	-7,4%	26,4%	12,5%

Source: Portail statistique de l'OMC (consulté en janvier 2023).

Tableau 7-2: Valeur du commerce des services commerciaux* et variation annuelle, en pourcentage (1995-2022)

(Milliards de dollars et pourcentage)

		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Membres relevant de l'article XII	Valeur	155	168	189	177	179	200	210	237	274	349
	Variation annuelle (%)		8,4%	12,5%	-6,3%	1,1%	11,7%	5,0%	12,9%	15,6%	27,4%
Monde	Valeur	2 369	2 536	2 629	2 653	2 784	2 955	2 975	3 159	3 644	4 396
	Variation en glissement annuel (%)		7,0%	3,7%	0,9%	4,9%	6,1%	0,7%	6,2%	15,4%	20,6%

(Milliards de dollars et pourcentage)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Membres relevant de l'article XII	Valeur	411	488	639	755	671	788	929	1 009	1 109
	Variation annuelle (%)	17,7%	18,8%	31,0%	18,1%	-11,0%	17,4%	17,8%	8,6%	10,0%
Monde	Valeur	5 179	5 846	6 973	7 868	7 046	7 676	8 623	8 905	9 442
	Variation en glissement annuel (%)	17,8%	12,9%	19,3%	12,8%	-10,4%	9,0%	12,3%	3,3%	6,0%

(Milliards de dollars et pourcentage)

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Membres relevant de l'article XII	Valeur	1 229	1 158	1 156	1 241	1 396	1 405	1 083	1 343	1 480
	Variation annuelle (%)	10,8%	-5,8%	-0,1%	7,3%	12,5%	0,7%	-22,9%	24,0%	10,2%
Monde	Valeur	10 210	9 739	9 863	10 710	11 745	12 147	9 924	11 533	13 326
	Variation en glissement annuel (%)	8,1%	-4,6%	1,3%	8,6%	9,7%	3,4%	-18,38%	16,2%	15,5%

* À partir de 2005, la valeur des services commerciaux est établie sur la base d'une nouvelle classification des services dans la balance des paiements (BPM 6). Les chiffres ne sont donc pas directement comparables à ceux des années précédentes.

Source: Portail statistique de l'OMC (consulté en janvier 2023).

ANNEXE 8 – GESTION DES ACCESSIONS

Composition des Groupes de travail de l'accession

Groupe de travail de l'accession	Code	Secrétaire	Cosecrétaire	Directeur/appui administratif
1. Algérie	DZA	Tvarusko	<i>Al Wazzan</i>	Tandara-Stenier
2. Andorre	AND	accessions@wto.org	- pas d'activité	
3. Azerbaïdjan	AZE	Bratanov	Tvarusko	Wardak
4. Bahamas	BHS	Tvarusko	Miashiro	Tandara-Stenier
5. Bélarus	BLR	Bratanov	Tvarusko	Wardak
6. Bhoutan*	BTN	Rasulov	Miashiro	Wardak
7. Bosnie-Herzégovine	BIH	Varyanik	Tvarusko	Tandara-Stenier
8. Comores*	COM	Bratanov	Tvarusko	Tandara-Stenier
9. Curaçao	CUW	Bratanov	Marchand	Tandara-Stenier
10. Guinée équatoriale	GNQ	Tvarusko	Marchand Perez-Esteve	Tandara-Stenier
11. Éthiopie*	ETH	Tvarusko	Varyanik <i>Liwanda</i>	Wardak
12. Iran	IRN	Varyanik	<i>Al Lawati</i>	Tandara-Stenier
13. Iraq	IRQ	Hassan	Marchand <i>Al Lawati</i>	Wardak
14. République libanaise	LBN	Hassan	<i>Al Wazzan</i>	Tandara-Stenier
15. Libye	LBY	Bratanov	<i>Al Lawati</i>	Wardak
16. Sao Tomé-et-Principe*	STP	Pérez-Esteve	Miashiro	Wardak
17. Serbie	SRB	Varyanik	Tvarusko	Tandara-Stenier
18. Somalie*	SOM	Perez-Esteve	Tvarusko <i>Liwanda</i>	Wardak
19. Soudan du Sud*	SSD	Perez-Esteve	<i>Liwanda</i>	Wardak
20. Soudan*	SDN	Hassan	<i>Al Lawati</i>	Tandara-Stenier
21. République arabe syrienne	SYR	Perez-Esteve	<i>Al Wazzan</i>	Wardak
22. Timor-Leste*	TLS	Varyanik	Miashiro	Wardak
23. Turkménistan	TKM	Varyanik	Smirnova	Tandara-Stenier
24. Ouzbékistan	UZB	Rasulov	Smirnova	Tandara-Stenier

* Pays les moins avancés (PMA)

PERSONNEL DE LA DIVISION DES ACCESSIONS EN 2023

- Directrice;
- neuf administrateurs;
- deux directeurs administratifs; et
- quatre stagiaires en alternance dans le cadre du Programme de stages sur l'accession à l'OMC.